

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Les principales annonces de Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier à Alger, que la célébration de la Journée internationale des travailleurs était l'occasion de se remémorer la lutte et le long parcours militant d'hommes honorables qui ont placé l'intérêt national au-dessus de toute autre considération. P 3



IL A EFFECTUÉ UNE VISITE DU TRAVAIL À LA WILAYA DE BISKRA
**Aoun appelle à investir
dans l'industrie
de transformation
alimentaire**



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné, lundi soir à Biskra, « l'importance d'investir dans l'industrie de transformation alimentaire, compte tenu de l'abondance des matières premières agricoles ».

P 2

23^e ANNIVERSAIRE DE LA
CRÉATION DE L'ALGÉRIENNE
DES EAUX

**Derbal met en relief les
investissements de
l'Etat**

Sous le slogan « Défis et perspectives de l'Algérienne des eaux », l'Algérienne Des Eaux (ADE) a fêté mardi au Club des officiers de l'ANP à Alger son 23^e anniversaire, en présence de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que des responsables de diverses institutions publiques, outre les cadres de l'ADE. Une occasion saisie par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, pour mettre en relief les efforts de l'Etat et le volume des investissements réalisés dans le secteur de l'hydraulique, en assurant un service public d'eau stable et régulier.

P 3

BOURSE D'ALGER

**Le système de cotation
digitalisé entré en phase
d'essais**

Le Directeur général (DG) de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a affirmé, mardi à Alger, que le système digitalisé d'informations et de cotation de la Bourse est entré en phase d'essais, pour être au diapason du processus de numérisation lancé dans le pays et attirer davantage d'investisseurs.

P 5

10^e FORUM AFRICAÏN SUR L'INVESTISSEMENT
ET LE COMMERCE

**Plus de 250
investisseurs de 39
pays attendus à Alger** P 2

BID

**L'Algérie abritera les
assemblées annuelles
2025** P 5

EXPLOITATION DU GISEMENT
DE ZINC-PLOMB DE BEJAÏA

**Arkab reçoit le PDG de la
société australienne
Terramin** p 3

JOURNAL OFFICIEL
Publication de la loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021

La loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021 a été publiée au Journal officiel (JO) n 29. Selon cette loi, n 24-05, signée le 24 avril dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le montant des recettes du budget général de l'Etat, au titre de l'exercice 2021, sont arrêtés à la somme de 7.256,77 milliards de dinars (mds DA). Les résultats définitifs des dépenses du budget général de l'Etat, au titre de l'exercice 2021, sont arrêtés à la somme 7.928,94 mds DA, dont 5.450,44 mds DA pour les dépenses de fonctionnement, 2.474,78 mds DA pour les dépenses d'équipement et 3.708,73 mds DA pour les dépenses imprévues. Ainsi, le déficit définitif au titre des opérations budgétaires pour l'exercice 2021, à affecter à l'avoir et découvert du Trésor, s'élève à 672,16 mds DA. Par ailleurs, les profits des comptes spéciaux du Trésor apurés ou clôturés, enregistrés au 31 décembre 2021, dont le montant s'élève à 1.851,45 mds DA et les pertes résultants de la gestion des opérations de la dette de l'Etat, dont le montant s'élève à 2.079,64 mds DA, sont affectés au compte de l'avoir et découvert du Trésor. Les variations nettes à affecter à l'avoir et découvert du Trésor pour l'exercice 2021 s'élèvent à 461,84 mds DA, au titre de la variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor et 4.168,32 mds DA, au titre de la variation positive nette des soldes des comptes d'emprunts. L'avoir global à porter à l'avoir et découvert du Trésor, au titre de l'exercice 2021, est fixé à 3.729,81 mds DA, selon le même texte.

IL A EFFECTUÉ UNE VISITE DU TRAVAIL À LA WILAYA DE BISKRA

Aoun appelle à investir dans l'industrie de transformation alimentaire

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné, lundi soir à Biskra, « l'importance d'investir dans l'industrie de transformation alimentaire, compte tenu de l'abondance des matières premières agricoles ».

Synthèse R E.

Il existe « un grand potentiel de ressources agricoles qui doivent être exploitées en tant que matières premières dans le domaine de la transformation alimentaire », a déclaré le ministre dans la salle de réunions du siège de la wilaya, à l'entame d'une visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya des Ziban. Après avoir écouté un exposé sur le secteur industriel local, présenté par le directeur de wilaya de l'industrie, Yacine Boukriaâ, M. Aoun a insisté sur le caractère essentiel d'une « renaissance économique équilibrée », à travers la réalisation d'investissements agricoles profitables à

l'économie nationale.

Soulignant que l'investissement dans les industries de transformation alimentaire seront « soutenus au regard de leur importance pour l'économie du pays », le ministre a ajouté qu'il est « nécessaire de créer un institut pour le développement des semences, dans la région, et de réfléchir à la possibilité d'édifier une usine pour la production de purée instantanée de pomme de terre », eu égard, a-t-il dit, de l'abondance de ce tubercule dans plusieurs wilayas du pays, à l'exemple d'El Oued. La création et la mise en service d'une telle unité de transformation, permettra, a ajouté M. Aoun, de « réduire la facture d'importation des pommes de terre en flo-

cons destinés à préparer de la purée instantanée, une facture estimée, annuellement, à plus de 60 millions d'euros ». Pour le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, la wilaya des Ziban « dispose des capacités et du potentiel nécessaires à un véritable décollage industriel ». Il a ajouté que le secteur agricole « dispose, en particulier, de ressources et de produits de la terre dont l'exploitation doit contribuer au développement de l'industrie de transformation alimentaire », soulignant que les mesures qui seront prises dans ce domaine de concert avec les services de la wilaya, « permettront de concrétiser les idées proposées visant à promouvoir, localement, l'industrie ».

10E FORUM AFRICAIN SUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE

Plus de 250 investisseurs de 39 pays attendus à Alger

Slimane T

Le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) a annoncé, dans un communiqué, l'organisation de la 10e édition du Forum africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC10), les 4 et 5 mai prochains à Alger. Placé sous le thème : « La route vers le marché africain », l'événement connaîtra la participation de plus de 250 investisseurs et hommes d'affaires venus de 39 pays. Organisé en collabo-

ration avec des instances africaines et arabes à l'hôtel Sheraton d'Alger, le Forum connaîtra la présence de quelque 800 participants ayant des relations directes avec les domaines de l'économie et les spécialités de la production et de l'investissement, note la même source. A cette occasion, des rencontres B2B seront organisées en vue de renforcer le partenariat et la coopération entre tous les acteurs souhaitant accéder aux marchés africains, outre des visites de terrain d'installations, d'usines et d'entreprises en

Algérie pour identifier de près les potentialités, les chaînes de production et les opportunités de partenariat et d'échange d'expertises. Lors des précédentes éditions, de nombreuses entreprises économiques algériennes avaient réussi à conclure des accords de partenariat avec des entreprises étrangères dans les secteurs de l'Industrie et du Commerce, expliquant que l'AFIC10 constitue un grand événement économique visant à renforcer et à établir un réseau relationnel important sur les plans régional et international par

le biais des représentants de plusieurs pays, selon la communiqué. La rencontre sera également l'occasion de nouer des liens commerciaux entre les investisseurs et exportateurs algériens et leurs homologues africains, de faire connaître la nouvelle loi sur l'investissement, mais aussi de valoriser les capacités productives de plusieurs secteurs et de jeter les passerelles de communication pour un échange commercial et industriel selon le principe gagnant-gagnant.

OOREDOO

Le chiffre d'affaires en hausse de 14,1%, à 24,4 milliards DA

L'opérateur de la téléphonie mobile, Ooredoo, a annoncé ses résultats financiers du premier trimestre 2024, qui font apparaître des indicateurs positifs pour Ooredoo Algérie par rapport à la même période de 2023. En chiffres, les revenus d'Ooredoo Algérie se sont élevés à 24,4 milliards de dinars au premier trimestre 2024, contre 21,4 milliards de dinars pour la même période en 2023, soit une augmentation de 14,1%. La base clients atteint 13,5 millions d'abonnés à fin mars 2024, contre 13 millions d'abonnés à la fin

de la même période de 2023, soit une augmentation de 4%. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA) s'est élevé à 10,4 milliards de dinars contre 8,4 milliards sur la même période de 2023, soit une amélioration de 24,9%. Au cours du premier trimestre 2024, l'entreprise a investi environ 2,7 milliards de dinars, contre 2,5 milliards de dinars pour la même période en 2023, soit une hausse de 5,5%. Après avoir dévoilé ces résultats, Roni Tohme, Directeur Général d'Ooredoo Algérie, a déclaré : « Ooredoo Algérie a en-

registré des résultats financiers très positifs. Au premier trimestre 2024, ses différents indicateurs financiers ont connu une croissance significative, caractérisée par l'enregistrement d'une nette croissance à deux chiffres de nos revenus (14,1%). Cela s'est traduit par la bonne performance de l'indice (EBITDA), qui a enregistré une augmentation d'environ 25 % par rapport à la même période en 2023. Cette croissance s'est caractérisée par une augmentation significative de notre base d'abonnés (13,5 millions d'abonnés) ».

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Les principales annonces de Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier à Alger, que la célébration de la Journée internationale des travailleurs était l'occasion de se remémorer la lutte et le long parcours militant d'hommes honorables qui ont placé l'intérêt national au-dessus de toute autre considération.

Par S R/Agence

Présidant la cérémonie de commémoration de la Journée internationale des travailleurs à la Maison du peuple à la Place du 1er Mai, le Chef de l'État a précisé, dans une allocution, que « la célébration de cette Journée dans cet édifice imposant, symbole de l'histoire contemporaine de l'Algérie, était l'occasion de se remémorer la lutte et le long parcours militant d'hommes honorables de la trempe d'Aïssat Idir, qui ont placé l'intérêt national au-dessus de toute autre considération ».

Le président de la République a également rendu hommage, avec fierté, au sens élevé du patriotisme et à la grandeur d'âme du défunt Abdelhak Benhamouda, s'inclinant à sa mémoire et à celle de tous ceux qui l'ont rejoint sur cette voie.

Instaurer des règles avec tous les nationalistes libres

D'autre part, le président Tebboune a affirmé la nécessité d'instaurer des règles de dialogue et de concertation avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et tous les nationalistes libres pour parvenir à des décisions pertinentes et non conjoncturelles.

« Pour parvenir à des décisions pertinentes et non conjoncturelles, il est nécessaire d'instaurer le dialogue et la concertation avec l'Union générale des travailleurs algériens et avec tous les nationalistes libres et tous ceux qui nous ont précédé dans la lutte », dira le chef de l'Etat, tout en précisant qu'il

partageait l'avis du Secrétaire général de l'UGTA, M. Amar Takdjout, concernant le nouveau mécanisme proposé à savoir la tenue d'une tripartite, à condition, a-t-il souligné, qu'« elle ne soit pas comme les précédentes tripartites dont les décisions sont restées lettre morte ».

Dans ce contexte, le premier magistrat du pays a réaffirmé son engagement à ne pas recourir à la dette extérieure, par fidélité au serment des Chouhada. Il a évoqué, à ce propos, l'époque de « l'économie effondrée et de la situation critique que vivait l'Algérie avant 2019, dernière année d'une décennie mafieuse ».

Le président de la République a critiqué, à juste titre, « les discours mensongers qui prétendaient que le Trésor était dans l'incapacité d'assurer le paiement des salaires des travailleurs, que les réserves de change étaient à leur plus bas niveau, et la corruption qui avait rongé tous les secteurs durant le règne de la Issaba, où la classe ouvrière, la classe moyenne et la classe vulnérable ont été laissées pour compte ».

Il a souligné que ces pratiques avaient pour but de « démoraliser les Algériens et de livrer le pays à l'étranger, en plaçant l'Algérie entre les mains du Fonds monétaire international ». Il a rappelé, à cette occasion, que « le Hirak Béni a sauvé le pays de ces pratiques ».

« Les retraites seront revalorisées à hauteur de 10 à 15% »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, ce mercredi devant les syndica-

listes à la Maison du peuple à l'occasion de la fête du travail, que le prochain Conseil des ministres, programmé pour le début de la semaine prochaine, examinera en détail le dossier des augmentations des pensions et allocations de retraite. Il a affirmé que la revalorisation sera de l'ordre de 10 à 15% du montant actuellement perçu par les retraités. Interpellé sur le retour à une retraite sans condition d'âge, après 32 ans de cotisations, le chef de l'Etat a répondu que la question pourrait être débattue, en prenant en compte des paramètres économiques. Il a assuré que les revendications réalistes et réalisables seront satisfaites rapidement. Tebboune a affirmé que les salaires des travailleurs algériens « doivent être au niveau de l'économie nationale », qui connaît, ces dernières années, une grande dynamique. Chiffres à l'appui : Le PIB (Produit intérieur brut) a atteint, à la clôture de l'exercice 2023, quelques 260 milliards de dollars, alors qu'il se limitait à 64 milliards de dollars en 2015/2016. Il a assuré que le développement économique se poursuivra, de telle manière à hausser le PIB à 400 milliards de dollars à échéance 2026/2027. Le chef de l'Etat a renouvelé son engagement à consentir une autre revalorisation de salaire durant cette période, estimée à 53%. Comme ça les salaires des fonctionnaires seront doublés. Dans ce sillage, il a souligné que les objectifs des plus hautes autorités du pays sont focalisés sur la préservation du pouvoir d'achat des citoyens. Outre une amélioration des revenus mensuels, il convient, a soutenu le président Tebboune, de maîtriser les prix à la consommation, limiter l'inflation et conforter la valeur du dinar.

UGTA

Amar Takjout salue les décisions prises par le Président

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takjout, a salué, ce mercredi à la Maison du peuple dans son allocution à l'occasion de la célébration de la fête inter-

nationale du travail, « la participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la célébration de la fête internationale du travail, en concrétisation de ses engagements et en reconnaissance des efforts des

travailleurs dans le processus de construction ». M. Takjout a rappelé, à cette occasion, « les acquis réalisés dans le monde du travail, comme l'augmentation des salaires et des pensions de retraite des travailleurs

». Du reste, le patron de la Centrale syndicale a salué « les décisions prises par le Président dans le domaine agricole », qui, selon lui, « ont contribué à la réalisation de l'indépendance alimentaire de l'Algérie ».

23E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ALGÉRIENNE DES EAUX

Derbal met en relief les investissements de l'Etat

Par Réda Hadi

Sous le slogan «Défis et perspectives de l'Algérienne des eaux», l'Algérienne Des Eaux (ADE) a fêté mardi au Club des officiers de l'ANP à Alger son 23^{ème} anniversaire, en présence des ministres de l'Hydraulique Taha Derbal, de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, de celui de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, du Ministre de la poste et des télécommunications Karim Bibi-Triki, du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb et de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que des responsables de diverses institutions publiques, outre les cadres de l'ADE.

Une occasion saisie par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, pour mettre en relief les efforts de l'Etat et le volume des investissements réalisés dans le secteur de l'hydraulique, en assurant un service public d'eau stable et régulier. Lors du discours inaugural de ce regroupement, M Derbal, a indiqué, qu'il était essentiel de valoriser les efforts de l'Etat et le volume des investissements réalisés pour fournir les meilleures conditions de vie aux citoyens et garantir

un service public d'eau stable et régulier. Ajoutant par ailleurs, que la gestion du service public de l'eau dans notre pays, avec sa vaste étendue, exige la vigilance et la persévérance de tous, afin de fournir un service public répondant aux attentes des citoyens qui attendent beaucoup de nous pour assurer une distribution d'eau permanente et régulière.

Face au évolutions sociales et économiques, le secteur de l'hydraulique œuvre à les suivre en s'appuyant davantage sur les technologies modernes, le contrôle à distance, et en développant les connaissances et l'expérience des travailleurs de l'eau.

C'est aussi dans cette optique, qu'il a remercié l'apport de plusieurs ministères et institutions dans l'accompagnement du secteur pour basculer vers la numérisation et la modernisation des services commerciaux offerts par les entreprises de l'eau.

Evoquant le programme national de dessalement de l'eau de mer, décidé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui prévoit la construction de grandes stations de dessalement, le ministre a mis en avant la contribution du ministère de l'Energie et des Mines, dans la concrétisation du programme

relevant que la réalisation de ce programme a nécessité la mobilisation de toutes les ressources pour le mener à bien, dans les délais impartis et avec la qualité requise.

De son côté, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a salué la coopération entre son département et celui de l'hydraulique assurant que des conventions de coopération permettent aux compétences algériennes d'apporter des solutions au secteur de l'hydraulique.

Il a également ajouté que les porteurs de solutions innovantes contribuent aux efforts déployés pour assurer la sécurité hydrique.

Dans le contexte du dessalement de l'eau de mer, des cadres de l'ADE, nous ont affirmé qu'il y aura l'achèvement fin 2024 des projets de raccordement des stations de dessalement aux réseaux de distribution.

Ceux-ci nous ont d'ailleurs rappelé que l'Etat avait débloqué une enveloppe importante pour ce programme, et que la réalisation de ces stations visait de garantir l'approvisionnement des wilayas côtières en eau potable ainsi que les wilayas situées à 150 km de ces stations.

L'ALGÉRIENNE DES EAUX SE MODERNISE Signature de 3 conventions de partenariat

Durant le regroupement de l'ADE de ce mardi 3 avril, trois conventions ont été signées entre l'ADE et divers organismes dans l'objectif de renforcer la coopération dans l'application des technologies de numérisation et des technologies modernes pour la gestion des services publics d'eau potable.

Il s'agit d'une convention paraphée avec la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) pour faciliter les services bancaires, au profit des travailleurs de l'ADE.

Aussi, une deuxième convention a été signée avec la SARL "BaseerTechnology pour l'innovation" afin développer d'une plateforme technologique innovante pour améliorer la gestion des installations d'irrigation gérées par l'ADE.

La troisième convention a été paraphée avec la société "SlickPay" pour permettre aux clients de l'ADE de payer leurs factures via une nouvelle plateforme de paiement électronique sécurisée et rapide. Selon un communiqué remis à la presse, le chiffre d'affaires total de l'ADE en 2023 a atteint 35,64 milliards de dinars, le montant représente, également, le recouvrement sur la même période.

L'entreprise a assuré au cours de la même année, l'approvisionnement en eau potable à 30,6 millions de clients, avec une production d'eau potable estimée à 1,99 milliard de mètres cubes.

Au cours de la même année, pas moins de 8,11 millions de m3 d'eau ont été récupérés et plus de 292 700 fuites ont été réparées à travers le pays. Aussi plus de 25 500 branchements illicites et illégaux ont été éliminés, ce qui a permis de récupérer environ 4,6 millions de m3, consommées de manière illégale. L'ADE qui comptabilise 36 463 travailleurs, compte plus de 6,2 millions d'abonnés.

Lors de ce regroupement, une dizaine de représentants des métiers de l'eau de l'ADE ont été honorés pour leur distinction dans leurs tâches et missions. Aussi, les trois premières unités ADE (Souk Ahras, Jijel, M'sila) qui ont œuvré à étendre leur couverture pour assurer l'approvisionnement en eaux aux différentes communes de leurs wilayas ont été honorées. Dans son allocution, le Directeur général de l'ADE, Mustapha Rekik, a relevé que l'entreprise a réalisé en 2023, «de grands succès, aussi bien dans le développement que dans l'amélioration des services». Il a dans cette optique salué "toutes les compétences de l'entreprise «pour leur dévouement et abnégation dans le travail et leur souci d'aller de l'avant». M. Rekik a dans ce sens affirmé «qu'il y a encore beaucoup de défis à relever et d'objectifs à atteindre».

R H.

CONSERVATOIRES NATIONAL DES FORMATIONS À L'ENVIRONNEMENT
Plus de 500 porteurs de projets formés et accompagnés en 2024

Le Conservatoires national des formations à l'environnement (CNFE) a formé, coaché et accompagné, depuis le début de l'année 2024, plus de 500 porteurs de projets dans le domaine de l'environnement, notamment la valorisation des déchets, a indiqué mardi la Directrice par intérim de cet établissement, Mme Achour Hayat.

"Nous avons beaucoup de demandes de formation de la part de jeunes qui veulent créer de petites entreprises dans des domaines liées à l'environnement", a indiqué Mme Achour dans une déclaration à l'APS en marge du 4e Salon international du recyclage "RecyclingExpo", ouvert le 29 avril en cours au Palais des expositions d'Oran.

S'agissant des domaines les plus demandés, elle a fait savoir que le recyclage du plastique et du papier vient en tête des formations les plus en vue, ajoutant que le compostage, qui consiste à transformer les déchets organiques en engrais naturels, et l'aménagement des espaces verts, sont deux domaines émergents, qui enregistrent une demande croissante.

"L'avantage des domaines cités est qu'ils ne demandent pas de grands investissements, en plus du fait que les formations sont de courtes durées", explique la même responsable, soulignant qu'il s'agit de grands avantages pour les porteurs de projets.

Le CNFE a plusieurs programmes de formation, qui ciblent des catégories définies, comme les associations, les détenus, les Imams et les Mourchidates, les bureaux d'études, entre autres, rappelle Mme Achour, précisant qu'un programme de formation pour la mise à niveau de 900 bureaux d'études est en cours d'application.

"Nous avons également formés plus de 600 détenus, depuis 2019, dans plusieurs domaines, notamment le recyclage, et certains d'eux ont créé de petites entreprises après leur sortie de prison", a-t-elle affirmé.

EXPLOITATION DU GISEMENT DE ZINC-PLOMB DE BEJAÏA

Arkab reçoit le PDG de la société australienne Terramin

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi, le président directeur général (PDG) de la société australienne des mines Terramin, Feng Cheng, dans le cadre du suivi continu du projet d'exploitation du gisement de zinc-plomb de Tala Hamza-Amizour (Bejaia), a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence du PDG de la Société nationale de recherches et d'exploitation minières (SONAREM), de cadres du ministère, du PDG de l'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (ENOF), de la directrice de la joint-venture algéro-australienne Western Mediterranean Zinc (WMZ), chargée de la réalisation de

ce projet, ainsi que du directeur général et du directeur technique de la société Terramin, précise le communiqué.

Lors de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du suivi continu du projet d'exploitation du gisement de zinc-plomb de Tala Hamza-Amizour, les deux parties se sont félicitées des résultats obtenus dans ce projet, fruit de la coopération entre la SONAREM et Terramin et ont abordé les « moyens de renforcer cette coopération pour englober d'autres projets miniers en Algérie à l'avenir, au regard du niveau des relations et de la confiance liant les deux groupes », selon la même source.

Dans ce contexte, M. Arkab a réaffirmé « l'importance économique de ce projet qui s'inscrit dans le cadre du développement du secteur minier et de la relance des activi-

tés minières ». Il a, en outre, souligné les nombreuses retombées positives attendues de la concrétisation de ce projet, aussi bien pour l'économie nationale que pour le développement économique de la région, note le communiqué.

A ce propos, le ministre a mis en avant l'importance de l'industrie manufacturière du zinc extrait, qui sera transformé au niveau de la même wilaya, après l'inspection du site réservé à l'implantation de l'usine dans la zone industrielle « El Kseur-Fenaia Ilmaten », outre l'inspection du projet d'aménagement du quai de la Citadelle « Casbah » au port de Bejaia, lié à ce projet, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 62%, conclut le communiqué.

BTP

Huit projets retenus au concours national d'architecture «La Charrette d'or»

Huit projets sont en lice pour le concours national des jeunes architectes "La Charrette d'or", a indiqué, mardi dans un communiqué, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) qui accompagne cette compétition.

Les finalistes de ce concours, qui porte sur la thématique "Repenser les espaces communs dans les cités d'habitat", viennent des wilayas d'Alger, d'Oran, de Boumerdes, de

Tizi Ouzou et de Bechar, a fait savoir la même source.

La cérémonie de remise des prix se tiendra à l'occasion du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec), prévu du 5 au 9 mai prochain, au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger).

Les jeunes participants au Concours proposeront des solutions "innovantes et durables" pour transformer les espaces extérieurs, mal ou sous-utilisés, des cités d'habitat en Algérie, en lieux de vie et de convivialité, favorisant le bien-être et le lien social dans l'habitat collectif, est-il souligné dans le communiqué.

"Dans leurs projets, ces candidats auront pour tâche de repenser les terrasses, les cœurs d'îlot et les espaces périphériques immédiats en espaces de convivialité, en intégrant des considérations écologiques, esthé-

tiques et sociales, tout en respectant le contexte culturel et environnemental des cités concernées", explique la même source.

Dans la même optique, les projets doivent proposer des programmes d'activités renforçant l'identité culturelle de l'Algérie, explique l'architecte urbaniste et initiateur du concours "La Charrette d'or", Akli Amrouche, cité dans le communiqué.

Il s'agit également d'intégrer des considérations écologiques, esthétiques et sociales, tout en respectant le contexte culturel et environnemental des cités concernées.

Initié en 2007, la Charrette d'or donne la chance aux jeunes architectes algériens, "pour exprimer leur talent et leur capacité à relever des défis et des challenges importants, afin de trouver des solutions aux problèmes liés au cadre de vie des citoyens", selon les organisateurs.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Bentaleb reçoit un groupe de représentants des organisations syndicales

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a reçu lundi au siège de son département ministériel, un groupe de représentants des organisations syndicales, indique un communiqué du ministère.

« La rencontre a été consacrée au débat autour des questions liées à la pratique de l'action syndicale, dans le contexte de la valorisation des acquis réalisés au bénéfice des travailleurs et des délégués syndicaux », précise le communiqué.

Selon la même source, « le ministre a exprimé la disponibilité de son département ministériel à accompagner les organisations syndicales dans les efforts visant à renforcer l'exercice du droit syndical dans le cadre du dialogue social inscrit dans les lois de la République ».

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 أفريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 avril 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	84	97	71	البطاطا
	Tomate	74	84	64	الطماطم
	Oignon sec	108	118	99	البصل الجاف
	Ail sec	459	533	385	الثوم الجاف
	Carotte	73	81	65	الجزر
	Navet	92	101	82	لفت
	Petit pois	199	218	181	الجبنة
	Fève verte	87	97	76	الفاصوليا الخضراء
	Courgette	104	114	94	الكوسة
	Haricot vert	329	356	301	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	101	113	90	الخس
	Pomme locale	453	565	341	التفاح المحلي
	Datte	543	673	413	التمر
	Orange	173	213	134	البرتقال
	Citron	154	172	137	الليمون
Produits d'origine animale	Banane	415	429	401	الموز
	Viande bovine locale	1705	1818	1592	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	425	437	412	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البياض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

BOURSE D’ALGER

Le système de cotation digitalisé entré en phase d’essais

Le Directeur général (DG) de la Bourse d’Alger, Yazid Benmouhoub, a affirmé, mardi à Alger, que le système digitalisé d’informations et de cotation de la Bourse est entré en phase d’essais, pour être au diapason du processus de numérisation lancé dans le pays et attirer davantage d’investisseurs.

Par R E.

Cette déclaration est intervenue lors d’une journée d’étude sur « l’inclusion financière novatrice en Algérie: défis, opportunités et perspectives numériques », organisée par la société « Dz Hadina Tech », sous le patronage du ministère de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et ce, à l’occasion de la Journée arabe de l’inclusion financière (25 avril). Lors de sa participation aux assises de cette journée d’étude, le DG de la Bourse d’Alger, Yazid Benmouhoub, a souligné que la Bourse tend à se mettre au diapason « de l’ère de la numérisation », à travers « le lancement du système digitalisé d’informations et de cotation qui est en phase d’essais, alors que nous sommes sur le point de le finaliser ». Dans ce cadre, il a expliqué que ce système sera établi dans un premier temps entre la Bourse et les intermédiaires, puis « les intermédiaires devront, en deuxième phase, mettre en place des solutions

numériques au profit du grand public, pour effectuer des opérations d’achat et de vente, d’autant que les transactions financières par téléphone mobile entre les banques et les établissements financiers seront possibles ». Ces prestations électroniques vont contribuer à attirer davantage d’établissements et d’investisseurs à la Bourse d’Alger, a estimé M. Benmouhoub. D’autre part, les participants ont débattu lors de cette journée d’étude, de plusieurs sujets relatifs à l’écosystème actuel des fournisseurs des services de paiement en Algérie, l’impact de la transition numérique sur l’inclusion financière, l’innovation ouverte dans le secteur des finances, ainsi que le statut de l’auto-entrepreneur en tant que levier de l’inclusion financière en Algérie. Le Directeur général adjoint (DGA) de la banque Al-Baraka d’Algérie, Abdelhakim Benchaouia a souligné l’importance pour les prestataires de services de paiement de tirer profit des expériences internationales en la matière afin de gagner du temps et d’offrir des services de qualité.

De son côté, le chargé d’études et de synthèse au ministère de l’Economie de la Connaissance, Tarek Bahmed a mis en exergue l’importance de s’orienter vers le système bancaire ouvert (Open Banking), qui « a eu un franc succès en Arabie saoudite et au Bahreïn », a-t-il dit, précisant que cette finance constitue un nouveau moyen permettant aux clients de partager leurs données financières en toute sécurité avec plusieurs institutions financières, ce qui leur donne accès à une gamme plus large de produits et services financiers de différentes entités. Par ailleurs, le représentant de la Société d’automatisation des transactions interbancaires et de monétique « SATIM », Nabil Dehri a indiqué que la société utilise les dernières technologies en matière de logiciels et d’équipements pour améliorer la qualité des services offerts par les banques et les institutions financières, l’objectif étant, a-t-il dit, d’encourager les citoyens à utiliser les cartes bancaires et le paiement électronique.

CNEP-BANQUE

Plus de 1000 milliards DA de crédits octroyés en 2023

La Caisse nationale d’épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a octroyé des crédits d’une valeur de 1067 milliards de DA en 2023 (991 milliards de DA en 2022), a indiqué, lundi, le directeur général de cette banque publique, Samir Tamrabet. Dans son exposé devant la Commission des finances et du budget de l’Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Saad Baghdadja, M. Tamrabet a précisé que « les résultats et les indicateurs de la banque sont très positifs en 2023 ».

A cet effet, il a souligné que le budget total de la banque a atteint, l’année dernière, 2113 milliards de DA, soit une hausse de 130 milliards de DA, avec un chiffre d’affaires de 89 milliards de DA, des bons de trésor d’une valeur de 829 milliards de DA et des dépôts estimés à 1548 milliards de DA. Quant au résultat net, il est passé de près de 10 milliards de DA en 2022 à 19 milliards de DA en 2023. La banque compte 9,3 millions de clients, répartis sur 224 agences à travers le

territoire national, sachant que « 8 nouvelles agences seront ouvertes en 2024 », a fait savoir le directeur général, qui a indiqué que CNEP-Banque dispose de 117 guichets de finance islamique et d’une agence dédiée exclusivement à cette activité. En parallèle, la banque a distribué près de 1,5 million de cartes bancaires à ses clients et ouvert 24 espaces numériques et 188 guichets automatiques, tandis que le nombre de terminaux de paiement installés est de 2990, selon M. Tamrabet.

BDL

Vers l’élargissement du E-paiement à l’échelle internationale

La Banque de Développement Local (BDL) entend lancer le paiement électronique (E-paiement) à l’échelle internationale, à même de permettre d’effectuer des achats sur des sites internet algériens, et d’effectuer des paiements électronique à partir de l’étranger, a indiqué mardi à Alger, une responsable de cette banque publique. La Directrice du développement du paiement électronique à la BDL, Nawel Taleb, a précisé dans une déclaration à l’APS, en marge de sa participation à une Journée d’études sur « l’inclusion

financière novatrice en Algérie : défis et perspectives », que cette banque a pu faire un progrès considérable dans ce projet, soulignant que « ce service est le premier du genre en Algérie ». Elle a affirmé que le e-paiement à l’échelle internationale « permettra aux étrangers ainsi qu’aux membres de la communauté nationale à l’étranger, de faire des réservations d’hôtel, par exemple, et des achats sur des sites algériens en utilisant le e-paiement ». Mme Taleb a précisé que cette Banque possède un projet de travail ambi-

tieux pour les trois années à venir, fondé sur le lancement de plusieurs services, aux fins de contribuer à atteindre l’inclusion financière, ajoutant que la BDL serait au rendez-vous du lancement de l’interopérabilité du paiement mobile prévu en juin. Mme Taleb a, par ailleurs, annoncé que la BDL avait distribué plus de 8.700 Terminaux de paiement électronique (TPE), dont 60% équipés de la fonctionnalité du paiement sans contact, précisant que le nombre d’opérations effectuées via ces terminaux a atteint environ un million,

ce qui représente près de 26% de l’ensemble des opérations au niveau national. Cette banque compte 105 commerçant électronique (E-commerçant) domicilié à son niveau, parmi 510 commerçants agréés par le Groupement d’intérêt économique de la monétique (GIE monétique), selon la directrice ayant affirmé que ces chiffres « reflète le rôle que les moyens de paiement modernes jouent dans l’accélération de l’opération de l’inclusion financière en Algérie ».

BID

L’Algérie abritera les assemblées annuelles 2025

La réunion du Conseil des gouverneurs du groupe de la Banque islamique de développement (BID), a approuvé la proposition du comité des procédures de cette institution de confier à l’Algérie l’organisation de l’édition 2025 des assemblées annuelles du groupe, a indiqué mardi le ministre des Finances dans un communiqué. Cette décision a été actée lors des travaux des assemblées annuelles de la BID tenus dans la capitale saoudienne, Riyadh, entre le 7 et le 30 avril en cours, durant lesquels le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a conduit une délégation algérienne pour prendre part aux travaux des différentes réunions organisées à cette occasion.

Ainsi, une session de passation de la présidence du Conseil des gouverneurs de la BID a été tenue entre le président sortant, ministre des Finances saoudien, Mohamed El-Jadaan et M. Faïd qui assure désormais cette présidence durant le prochain exercice. A cette occasion, "le ministre, tout en remerciant le Conseil des gouverneurs pour cette marque de confiance et de considération, a assuré que l’Algérie ne ménagera aucun effort pour réunir l’ensemble des conditions requises à même de garantir la réussite de ce grand événement, lequel coïncide avec la 50ème réunion de ce Conseil". Par ailleurs, lors des travaux des assises, l’accent a été mis sur la nécessité de renforcer les

efforts visant à appuyer le développement socio-économique des pays de la région à l’effet d’assurer une meilleure résilience de leurs économies et de leurs populations face à ces crises. Il a été aussi souligné la nécessité pour la BID d’améliorer le volume de ses financements ainsi que le nombre de ses opérations, en engageant une réflexion sur l’éventuelle création d’un dispositif dédié aux financements concessionnels, en direction des pays les moins avancés de la région et ce, dans le cadre du renforcement de la solidarité islamique. A ce titre, M. Faïd a invité la direction de la BID à travailler en collaboration avec les autres institutions multilatérales de

développement "afin d’établir des synergies et bénéficier de leurs expériences en matière de financement concessionnels, en vue d’optimiser l’utilisation des ressources financières et d’amplifier leurs impacts multiplicateurs sur le développement", rapporte le communiqué. Ces réunions ont également permis d’examiner les activités et les résultats financiers des filiales de la BID au titre de l’exercice écoulé, ce qui s’est traduit notamment par l’adoption des rapports annuels, des bilans financiers et des budgets administratifs. Cet examen a constitué, par ailleurs, une opportunité pour les gouverneurs de la BID d’échanger sur les perspectives stratégiques de cette institution.

INTEROPÉRABILITÉ
DU PAIEMENT
MOBILE

**Lancement
incessamment
d’une opération
expérimentale**

Une opération expérimentale sur interopérabilité entre les différents acteurs du paiement mobile (m-paiement), sera lancée vers la mi-mai, a indiqué mardi une responsable à la Banque Nationale d’Algérie (BNA), concernée par cette opération au même titre qu’Algérie Poste et Al-Salam Bank. Dans une déclaration à l’APS, la Directrice Marketing à la BNA, Sabrina Belouchani a précisé, en marge de sa participation à une Journée d’études sur "l’inclusion financière novatrice en Algérie : défis et perspectives", que cette opération expérimentale serait limitée, dans sa phase préliminaire, aux trois établissements susmentionnés, avant sa généralisation aux autres banques, en prévision du lancement officiel de l’interopérabilité du paiement mobile. Cette période expérimentale vise principalement à garantir la sécurité du m-paiement, et à pallier d’éventuels problèmes techniques, selon la même responsable. La généralisation du m-paiement intervient grâce à l’entrée en service du commutateur (Switch) assuré par la Société d’Automatisation des Transactions Interbancaires et Monétique (SATIM). La BNA avait lancé en 2021 le m-paiement utilisé notamment pour régler des achats via le code QR et effectuer des virements de compte à compte sur l’application (WIMPAY). La Banque Nationale a enregistré, depuis le lancement de l’application, plus de 200.000 opérations, selon Mme Belouchani. Cependant, ce service n’est, actuellement, disponible que pour les clients de la même banque, avec possibilité d’effectuer des virements entre différentes banques dès l’entrée en service de l’interopérabilité. A noter que le Délégué général de l’Association des banques et établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid avait affirmé, la semaine dernière, que l’interopérabilité du m-paiement serait "opérationnelle en début juin". (APS)

BOUMERDES

Mise en service d'un poste source électrique principal à Dellys

Un poste source électrique principal (60/30 kilovolts) a été mis en service cette semaine, dans la commune de Dellys, à l'Est de Boumerdes, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Réalisé à Takedamt, banlieue de Dellys, ce poste source d'une capacité de 2 à 40 MVA a été équipé de deux transformateurs électriques et de 12 départs électriques de moyenne tension (30 kv), a indiqué, à l'APS, le directeur local du secteur, Said Mansour. Il a relevé la contribution attendue de cette installation à l'amélioration de la qualité des prestations et de l'approvisionnement des zones ciblées en énergie électrique, à savoir la ville de Dellys et les localités d'Afir, Naciria, Cap Djinet, Ben Choud et Baghlia. A noter que la direction de distribution de l'électricité et de gaz de Boumerdes a récemment lancé la réalisation d'un transformateur électrique mobile de 20 MVA, visant à améliorer la qualité des prestations du secteur dans la partie Ouest de la wilaya. Le réseau électrique (moyenne et basse tension) de la wilaya s'étend sur 6.736 km. Il est alimenté à partir de sept (7) postes sources principaux et trois (3) stations mobiles d'une capacité globale de 580 MVA, tandis que le nombre de clients raccordés à l'électricité est de 328.353 à l'échelle locale.

SAÏDA

Encourager les propriétaires d'exploitations agricoles à adhérer à l'aquaculture

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a souligné, mardi à Saïda, la nécessité d'encourager et d'accompagner les propriétaires d'exploitations agricoles à adhérer à la démarche de l'aquaculture et son intensification, ce qui contribuera à réaliser des gains supplémentaires.

Animant un point de presse à la ferme pilote "frères Tahri", dans la commune de Youb, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, le ministre a insisté sur la "nécessité d'encourager les investisseurs dans le domaine agricole et leur accompagnement pour se diriger vers l'aquaculture, notamment le poisson Tilapia, très prisé par les citoyens, et qui est mis en vente à des prix compétitifs de 500 DA le kilogramme". M. Badani a rappelé les mesures incitatives et les avantages fiscaux contenus dans la Loi de finances de l'exercice 2024, en vue d'augmenter les capacités productives de la filière aquacole, notamment l'élevage du tilapia et la carpe, ainsi que l'introduction d'une prime incitative pour les producteurs de ce type de poisson, estimée à 50 DA au kilogramme. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a également été exonérée de toutes les ventes de pro-

duits à base de poisson tilapia, ce qui permet de les mettre à la disposition des citoyens à des prix compétitifs, en plus de réduire la taxe sur la valeur ajoutée pour l'activité de transformation du tilapia et de la carpe, dans le but de lui donner une valeur ajoutée, a ajouté le ministre. Le ministre a appelé les investisseurs dans le domaine de l'aquaculture à s'adresser aux chambres agricoles au niveau de leurs wilayas afin de faciliter l'opération de commercialisation des produits de la pêche d'eau douce dans le cadre des accords conclus par le ministère de la Pêche avec plusieurs entreprises pour commercialiser ce produit à des prix compétitifs dans les différentes wilayas du pays. M. Badani a effectué dans la commune de Aïn Skhoune une visite à la ferme aquacole d'eau douce, activant dans l'élevage intensif de la carpe et du tilapia rouge, dont la capacité productive a atteint 200 tonnes/an.

Dans la commune de Maamoura, il a supervisé l'opération d'ensemencement des poissons-mères du tilapia rouge au niveau de l'exploitation agricole, dont la superficie est estimée à 67 hectares et dispose d'importantes ressources hydriques, la qualifiant comme une expérience pionnière dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture dans la wilaya, et ce, après l'élaboration d'un programme d'ensemencement en collaboration avec la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sidi Bel Abbès. Le ministre a achevé sa visite dans la wilaya de Saïda en supervisant une autre opération d'ensemencement de poissons-mères de tilapia dans une exploitation agricole située dans la commune de Youb, qui dispose d'importantes capacités hydriques permettant d'initier l'activité d'aquaculture intégrée dans l'agriculture.

BISKRA

La wilaya dispose de capacités et potentialités à même de réaliser un véritable décollage industriel

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a déclaré, mardi à Biskra, que la wilaya des Ziban "dispose des capacités et du potentiel nécessaires à un véritable décollage industriel". M. Aoun a souligné, dans une déclaration aux médias, lors de son inspection d'une unité de fabrication de biscuits initiée par un investisseur privé, dans la commune de Sidi Okba (18 km à l'est du chef-lieu de wilaya), que sa visite à Biskra lui a "permis de constater un volume d'investissements industriels reflétant la volonté des investisseurs locaux de renforcer la relation agriculture-industrie et contribuer, ainsi à la création d'emplois". Il a ajouté, lors de la deuxième journée de sa visite dans cette wilaya,

que le secteur agricole "dispose, en particulier, de ressources et de produits de la terre dont l'exploitation doit contribuer au développement de l'industrie de transformation alimentaire", soulignant que les mesures qui seront prises dans ce domaine de concert avec les services de la wilaya, "permettront de concrétiser les idées proposées visant à promouvoir, localement, l'industrie". M. Aoun a assuré, dans ce contexte, que la "nouvelle loi sur l'investissement consacre les droits (de chaque partie) et garantit l'investissement pour une période de 10 ans". Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique avait entamé la seconde journée de sa visite de travail par l'inspection du processus de production de l'usine "Biskra

Ciment", fruit d'un investissement privé dans la commune de Branis, et employant 1.250 travailleurs pour un volume de production estimé à 1 million de tonnes de clinker par an. Il a ensuite visité, dans la commune d'El Kantara, une entreprise de mise en bouteille d'eau minérale mise en service en 2005 et qui produit 36.000 bouteilles /jour et emploie 170 travailleurs. M. Aoun a également visité, dans la commune de Zeribet El Oued, une unité de production de pâtes alimentaires et de couscous composée de 5 lignes de production pour différents types de pâtes, avec une capacité de 270.000 kg/jour et assurant 1.500 postes de travail dont 834 emplois directs. Le ministre a conclu sa tournée par

l'inspection d'une unité privée de fabrication de biscuits qui produit plus de 1.000 kg par heure et emploie 300 travailleurs, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. Pour rappel, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique avait suivi, à son arrivée au siège de la wilaya de Biskra, un exposé détaillé sur la réalité du secteur industriel dans cette collectivité locale, avant de se rendre à la zone industrielle du chef-lieu de wilaya où il a visité l'unité "Tissage et Finissage de Biskra" (TIFIB), relevant du groupe public l'Algérienne de Textiles (TEXALG). Il s'est rendu ensuite dans la commune de Sidi Okba où il a inspecté un projet de réalisation d'un complexe avicole.

BATNA

Assainissement de plus de 750 hectares de forêts affectés par les maladies parasitaires et les incendies

Des espaces forestiers totalisant plus de 750 hectares affectés, ces dernières années, par des maladies parasitaires et les incendies, font l'objet d'une opération d'assainissement, a-t-on appris, mardi, auprès de la conservation des forêts. Le responsable local en charge de la gestion de ce secteur, SouhilZaâboubi, a précisé que cette action, lancée "récemment", et qui se poursuit à l'heure actuelle dans de nombreuses forêts de la wilaya, s'inscrit dans le cadre d'un programme sectoriel la saison 2023-2024, arrêté pour une superficie totale de

1.330 hectares. Cet assainissement qui consiste à couper les arbres morts et malades, (opération sylvicole qui ne modifie en rien la destination forestière du sol) s'effectue sur les superficies boisées touchées par les incendies ou souffrant de maladies parasitaires, ainsi que dans les forêts en phase de renouvellement naturel de leur végétation et nécessitant un élagage, selon le même responsable. L'opération, qui a jusqu'à présent touché plusieurs forêts de la wilaya, dont celles de la commune de Kimel et de la région de Kasrou, dans la commune d'Oued Chaâba, est menée par des entreprises

spécialisées désignées à la suite d'une consultation, a encore fait savoir M. Zaâboubi. Le bois récupéré à la suite de ce nettoyage sera proposé à la cession par vente aux enchères, sous formes de quotas, à des entreprises de transformation du bois ou, en cas d'impossibilité d'utilisation par des professionnels, vendu par petites quantités, après détermination de l'espèce, de la nature du bois et de sa destination (chauffage, par exemple) à des riverains, ce qui évitera, selon le même responsable, la coupe d'arbres sains pour les besoins du chauffage. M.

Zaâboubi a également fait part de la nécessité, pour la wilaya de Batna, de programmer d'autres opérations d'assainissement dans les forêts où des arbres sont affectés par le phénomène du dépérissement, ce qui est notamment le cas du cèdre de l'Atlas, mis à mal par le changement climatique. La wilaya de Batna est classée première, en Algérie, en termes de superficies forestières. Ces dernières couvrent en effet 327.180 hectares, soit 27 pour cent de la superficie totale de la wilaya où prédominent le cèdre de l'Atlas, le pin d'Alep et le genévrier à encens.

L'humain, plus rentable que la tech ?

Pour éviter une dystopie totale, il est crucial d'investir dès maintenant dans l'humain, le local, la mixité.

Par Marie Eloy (*)

Vivons-nous réellement sur la même planète ? D'une part, l'urgence climatique exige une réduction drastique d'au moins 90 % des émissions de gaz à effet de serre – et donc de notre consommation d'énergie – d'ici à 2040 selon la Commission Européenne. C'est demain. D'autre part, les fonds d'investissement privés comme publics continuent de diriger massivement leurs financements vers le développement des innovations technologiques. Or, si on regarde honnêtement les données, la majorité des innovations tech constituent des gouffres d'énergie, d'eau et de ressources naturelles comme l'a récemment admis Sam Altman, le père de ChatGPT. Même les solutions « tech for good », si utiles pour l'humain ou l'environnement, nécessitent toujours plus de matières et d'énergie pour se déployer. Comment ferons-nous quand leur utilisation sera limitée par la force majeure ? Nous savons déjà qu'à elles seules les énergies vertes ne seront pas suffisantes pour soutenir notre rythme de consommation, qu'un quart de la population est en stress hydrique, et que l'approvisionnement d'éléments clés comme les semi-conducteurs ou les « terres rares » est incertain en raison de tensions géopolitiques. Parier uniquement sur des solutions dépendantes de ressources de plus en plus rares, exposées aux aléas géopolitiques et ayant un impact sur l'environnement ? N'avons-nous déjà pas vécu une situation similaire avec le pétrole ? Nous reproduisons malgré



tout cette erreur dans une quête incessante de rentabilité immédiate. Nous vivons donc un grand écart presque schizophrénique. D'un côté, l'éveil des consciences grandit sur l'urgence absolue de transformer nos modes de vie, notre économie et notre relation à l'environnement... De l'autre côté, nous continuons de financer abondamment ce qui augmente notre empreinte carbone et épuise notre planète mais est rentable à court terme et nous maintient compétitifs. C'est

un schéma mental dont il est compliqué de s'extraire car il correspond aussi à cet imaginaire collectif de futur technologique (et vide de nature) dont nous avons été abreuvés depuis des décennies. Comment expliquer sinon la valorisation de SpaceX à 180 milliards de dollars alors que son empreinte carbone et environnementale est désastreuse ? Cet aveuglement global et panurgique est terrible. Nous partageons la même planète aux limites non négociables. Personne n'est à

l'abri. Les récentes inondations à Dubaï, si prisée des ultra-riches, l'illustrent tristement. Ces réalités deviendront un jour si prégnantes qu'elles seront alors insurmontables. Nous ne devons plus attendre pour investir sur l'humain et reconnaître que la vraie rentabilité se mesure sur le long terme. Diversifions dès aujourd'hui nos thèses et nos critères d'investissements. Plus encore que de technologie, l'humanité aura alors besoin d'une alimentation accessible, de « care », de systèmes de santé robustes, d'une éducation centrée sur l'environnement, l'adaptabilité et le vivre ensemble. Elle nécessitera aussi une économie résiliente, voire régénératrice, qui privilégie les interactions locales et les solutions bas carbone. Nous en avons eu un aperçu avec le Covid, ce sont paradoxalement les secteurs sous-valorisés aujourd'hui et très féminisés qui seront vitaux pour notre survie future. Pourtant, ils restent très largement sous-financés aujourd'hui. Pour éviter une dystopie totale, il est crucial d'investir dès maintenant dans l'humain, le local, la mixité. Ces investissements, qui peuvent sembler moins attractifs financièrement, ont un temps d'avance. Sur le long terme, ils s'avéreront être les choix les plus rentables. Inspirés par Gandhi, engageons-nous à investir dans le changement que nous souhaitons voir dans le monde. Ce que nous finançons aujourd'hui façonnera notre futur. Ce que nous négligeons disparaîtra.

(*)Présidente de Femmes des Territoires, Bouge ta Boîte et Bouge ton Groupe.

Source : Les Echos

Bretton Woods à l'heure climatique

Laurence Daziano (*)

Al'heure où les assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale viennent de se clôturer à Washington, il convient de s'interroger sur la capacité des institutions de Bretton Woods, portées sur les fonts baptismaux en juillet 1944, de répondre aux défis du XXI^e siècle. Pendant plusieurs décennies, la répartition des objectifs entre les deux institutions était claire : le FMI devait éviter une crise financière et la Banque mondiale devait lutter contre la pauvreté dans le monde. Et depuis 80 ans, l'augmentation générale du niveau de vie et le recul de la pauvreté dans le monde sont à porter aussi à leur actif. Cependant, depuis près de vingt ans, la mondialisation a eu pour conséquence de « globaliser » de nombreux enjeux (la notion de biens publics mondiaux) alors que la question climatique est devenue majeure. Cette globalisation des enjeux nécessite de trouver des ré-

ponses globales, ce qui nécessite d'avoir des institutions multilatérales aptes à y répondre. Or, force est de constater que l'adaptation des institutions de Bretton Woods aux nouveaux enjeux globaux est trop lente et déficiente. C'est la raison pour laquelle un rapport a été commandé à un groupe d'économistes (Bretton Woods committee's Multilateral Reform Working Group) dirigé par Axel Weber, ancien gouverneur de la Bundesbank, et Joachim Lévy, ancien ministre brésilien des Finances, en vue de réformer le FMI et la Banque mondiale, lequel a été présenté lors des assemblées de printemps. Le rapport fait le constat que le FMI et la Banque mondiale sont aujourd'hui les institutions multilatérales les plus efficaces et consensuelles, notamment en raison de leur gouvernance et de leur structure de droits de vote, pour coordonner la réponse aux enjeux climatiques. Il souligne que le climat devrait figurer en haut de l'agenda multilatéral au mo-

ment même où des avancées technologiques réelles sont réalisées afin de réduire l'empreinte carbone de nos économies. Pour le panel d'économistes, les deux questions majeures en matière climatiques sont désormais la meilleure coordination des actions et l'orientation des flux de financement vers la décarbonation. Le panel d'économistes propose que le FMI et la Banque mondiale travaillent sur trois enjeux. D'abord la gouvernance mondiale, aujourd'hui éclatée entre de nombreuses institutions publiques et privées, alors qu'il n'existe pas de mécanisme transparent pour établir les objectifs, les trajectoires et la réalité des empreintes carbone des Etats et des entreprises. Ensuite, l'amélioration de la mise en œuvre des mesures avec une allocation optimale des capitaux et puis l'évaluation des financements et des plans d'action, alors que le système des COP est déficient et que le monitoring des engagements du secteur privé reste lacunaire. Le rapport propose de

confier à la Banque mondiale un rôle de coordination globale de ces enjeux climatiques dans la lignée de l'initiative Bridgetown (améliorer les flux de capitaux climatiques dans les pays pauvres) et du rapport du G20 sur les banques multilatérales. Il est proposé que la Banque mondiale devienne le lieu de coordination pour les autres institutions concernées par le climat (OCDE, AIE, UNFCCC...) et de se concentrer sur quatre enjeux opérationnels : développer les énergies renouvelables et décarboner les économies, sortir du charbon, promouvoir l'adaptation au changement climatique et protéger les forêts et les puits de carbone. Comme l'a écrit le pape François dans l'encyclique Laudato Si, « le climat est un bien commun, de tous et pour tous ». Il est temps de s'organiser en conséquence.

(*)Maître de conférences en économie à Sciences Po et membre du Conseil scientifique de la Fondapol.

Source : Les Echos

MAURITANIE

Le ministre des Finances tient une séance de travail avec le président du Groupe de la Banque Islamique de Développement

Le ministre des finances, M. IsselmouOuld Mohamed M'Badi, a tenu, en marge des réunions annuelles du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), une séance de travail avec Dr Mohamed Souleymane El Jasser, président dudit groupe. Les entretiens des deux hommes ont porté sur les moyens de renforcer et de développer les relations privilégiées existant entre la Mauritanie et le Groupe de la Banque Islamique de Développement. Au cours de la rencontre, il a été décidé d'accélérer le rythme de l'exécution des projets financés par le groupe de la Banque Islamique de Développement dans notre pays à travers la facilitation et l'accélération des procédures au niveau de la BID et d'aplanir les obstacles au niveau de l'administration chargée d'exécuter les projets en Mauritanie. Le ministre des Finances a loué au cours de la rencontre le partenariat de développement privilégié qui lie la Mauritanie au groupe de la BID, notamment l'accord portant sur la stratégie qui constituera un cadre de coopération entre la Mauritanie et la BID pour les prochaines années et qui englobera d'importants nouveaux projets de développement qui seront signés au cours des tous prochains jours.

ECONOMIE INFORMELLE EN TUNISIE

La lutte contre l'économie non structurée, un combat de longue haleine

L'économie informelle peut se définir, théoriquement, par toute activité économique lucrative exercée par des hommes ou des entités économiques sans être couverte par des dispositions officielles, lois, réglementation et sans détention de comptabilité. C'est une évolution, dans le temps, de plusieurs appellations: marché noir, marché parallèle, économie non structurée, économie informelle...

L'existence de l'économie informelle est en parfaite corrélation avec le niveau de développement des pays. Le secteur informel, lié étroitement à l'emploi informel, prend de l'ampleur dans les pays sous-développés. En Tunisie, la définition adoptée par l'INS dans son évaluation du secteur informel est ainsi : «Le secteur informel est constitué d'unités économiques, quel que soit leur statut (employeur, indépendant, compte propre, etc.) et leur type d'activité (y compris agriculture), produisant des biens et services pour le marché et ne disposant, de fait ou de droit, d'aucune comptabilité complète (de flux)», en conformité avec les principes du Système comptable national (SCN) et les recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ce contexte, Mounir Ben Guirat, expert en développement du secteur privé et des

PME, précise que les secteurs touchés par l'économie informelle sont nombreux. En effet, dans les pays sous-développés ou en développement, la quasi-totalité des activités économiques formelles sont dupliquées dans le secteur informel à l'exception généralement de celles monopolisées par l'Etat. Les activités touchées par le secteur informel sont : le commerce (notamment le commerce transfrontalier), l'agriculture (la majorité des activités agricoles surtout dans les pays sous-développés sont précaires et informelles), le bâtiment (les activités de construction sont exercées souvent par des opérateurs informels). A ceux-ci s'ajoute le textile et habillement, un secteur très touché par la précarité et le travail indécent, surtout en Asie, et d'autres secteurs dans certains pays sont impactés aussi par l'informalité comme l'électronique, le transport des personnes et, bien sûr, le commerce

au détail et le commerce ambulant plus précisément.

Multiples impacts

Ben Guirat a révélé aussi que l'activité économique informelle a de multiples impacts sur tous les agrégats économiques notamment le PIB, les recettes fiscales, l'investissement et l'emploi. En effet, les pays les plus touchés par l'informalité se voient contraints de baisser les investissements publics pour manque de recettes fiscales. Les crises mondiales, sanitaires, de guerre touchent de plein fouet les employés du secteur privé par manque de couverture sociale comme lors de la pandémie du Covid-19. Cela n'empêche que le rapport de la Banque mondiale affiche une baisse de 7% les trente dernières années avant la crise du Covid pour se situer à 32%.

ARABIE SAOUDITE

BlackRock et le PIF lancent une plate-forme de gestion d'investissements multi-actifs à Riyad

BlackRock Arabie saoudite et le Fonds public d'investissement (PIF) ont signé, mardi, un protocole d'accord autorisant la première entité à établir une plate-forme d'investissement multi-actifs basée à Riyad. Il sera soutenu par un mandat d'investissement initial pouvant atteindre 5 milliards de dollars (1 dollar = 0,94 euro) du PIF, sous réserve de la réalisation des objectifs définis par les parties, indique un communiqué de presse. Les deux parties ont exprimé leur intention de créer BlackRockRiyadh Investment Ma-

nagement (Brim), qui englobera des stratégies d'investissement pour un éventail de classes d'actifs. Il devrait être dirigé par une équipe de gestion de portefeuille basée à Riyad et soutenu par la plate-forme mondiale de gestion d'actifs de BlackRock. Larry Fink, PDG de BlackRock, déclare: «Nous sommes ravis d'exploiter le partenariat approfondi que nous avons développé avec le PIF au fil de ces nombreuses années pour lancer cette première plate-forme de gestion d'investissements internationaux

unique en son genre en Arabie saoudite.» «La croissance continue des marchés de capitaux du Royaume et la diversification de son secteur financier contribueront à la prospérité future de ses citoyens, à la compétitivité de ses entreprises et à la résilience de son économie.» L'Arabie saoudite est devenue une destination de plus en plus attrayante pour les investissements internationaux à mesure que l'initiative Vision 2030 prend vie, selon Fink. Il ajoute: «Nous sommes heureux d'offrir aux investisseurs

du monde entier la possibilité de participer à cette aventure passionnante à long terme.» Yazeed al-Humied, gouverneur adjoint du PIF et responsable des investissements dans la région Mena, soutient: «La relation du PIF avec BlackRock est bien établie et se développe. Ce nouvel accord historique représente une avancée dans le travail du PIF visant à rendre le marché saoudien de l'investissement et de la gestion d'actifs plus diversifié et plus dynamique à l'échelle internationale.»

Le FMI ouvre son premier bureau dans la région Mena à Riyad

Ce nouveau bureau a pour but de renforcer le développement des capacités, la surveillance régionale et la communication. Il permettra une collaboration plus étroite entre le FMI et les institutions régionales, les gouvernements et les

autres parties prenantes Le Fonds monétaire international (FMI) a ouvert son premier bureau dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) à Riyad. Le bureau a été inauguré lors de la Conférence régionale conjointe sur les politiques indus-

trielles de diversification, organisée conjointement par le FMI et le ministère des Finances le 24 avril. Selon l'agence de presse saoudienne (SPA), ce nouveau bureau a pour but de renforcer le développement des capacités, la surveillance régionale et la

communication afin de favoriser la stabilité, la croissance et l'intégration régionale, promouvant ainsi les partenariats au Moyen-Orient et au-delà. En outre, le bureau permettra une collaboration plus étroite entre le FMI et les institutions régionales, les gouver-

nements et les autres parties prenantes, indique la SPA. Cette dernière indique que le FMI a remercié l'Arabie saoudite de sa contribution financière visant à renforcer le développement des capacités dans ses États membres, y compris les pays fragiles.

COMMERCE EGYPTE-CÔTE D'IVOIRE

Une hausse de 34,5% en 2023 à 287 millions \$

Ce dynamisme, fruit de la volonté des dirigeants des deux pays, affiche encore une importante marge de progression au regard du volume global des échanges de la Côte d'Ivoire. La valeur des échanges commerciaux entre l'Egypte et la Côte d'Ivoire en 2023 s'est élevée à 175,8 milliards fcfa (environ 287 millions USD), selon une déclaration de Souleymane Diarrassouba (photo), ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie. Ces chiffres communiqués à l'ouverture, le lundi 29 avril 2024, du forum économique du Club Afrique Développement organisé

par le groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank à Abidjan, sont en augmentation de 34,5% par rapport à ceux de 2022. En détail, les exportations ivoiriennes vers l'Egypte ont atteint 37,8 milliards FCFA (62 millions USD) sur la période, tandis que les importations ivoiriennes en provenance d'Egypte se chiffrent à 138 milliards fcfa (225 millions USD). Ces données qui ne portent que sur les biens, sont confirmées par les services ivoiriens de douane. Cette évolution positive est conforme à la volonté exprimée par les dirigeants des deux pays. Lors de sa visite à Abidjan le 11

avril 2019, le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, ont signé plusieurs accords visant à revitaliser les échanges commerciaux. A cette époque, le commerce global entre les deux nations ne dépassait pas 55,4 millions USD. Toutefois, il est important de noter que l'évolution de ces échanges reste en faveur de l'Egypte. En 2022, son excédent commercial vis-à-vis de la Côte d'Ivoire était de 121 millions USD, selon des données UNComtrade. Sur la base des chiffres de 2023, cet excédent passerait à 163 millions

USD (environ 100 milliards fcfa). Au total, depuis la signature des accords de 2019, le gain commercial net pour l'Egypte est de 147,6 milliards fcfa. Une seule fois en 2021, le solde a été positif pour la Côte d'Ivoire (77,5 milliards fcfa) Plus globalement, la valeur des échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire avec ses partenaires extérieurs en 2023 a atteint 22 450 milliards fcfa, selon ses services de douanes. Dans ce contexte, les relations commerciales avec l'Egypte, bien que dynamiques et en croissance, demeurent relativement modestes pour le moment.

FINANCEMENT DU COMMERCE AFRICAIN

Afreximbank obtient 250 millions \$ de l'ITFC

Le financement Murabaha est essentiellement destiné à réduire le choc sur les prix des importations de céréales et de produits pétroliers découlant du conflit russo-ukrainien.



La Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) a annoncé, dans un communiqué publié le 27 avril, l'octroi d'un financement Murabaha de 250 millions de dollars à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour aider cette institution financière à atténuer l'impact du conflit russo-ukrainien sur le commerce en Afrique.

« L'enveloppe soutiendra les opérations d'Afreximbank dans le cadre du Programme de financement du commerce destiné à l'ajustement des pays africains face à la crise ukrainienne (UKAFPA –

Ukraine Crisis Trade Financing Programme for Africa). Cette initiative profitera aux opérateurs économiques des secteurs privé et public, en facilitant l'importation et l'exportation de produits stratégiques », a souligné la filiale de la Banque islamique de développement (BID).

L'accord relatif à ce financement Murabaha a été signé entre l'ITFC et Afreximbank lors des Assemblées annuelles de la BID qui se tiennent du 27 au 30 avril dans la capitale saoudienne, Riyad. Approuvé par le conseil d'administration d'Afreximbank en avril 2022, l'UKAFPA

est un programme de lignes de crédit dédiées au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain, que l'institution financière a mis en œuvre pour gérer les impacts de la guerre en Ukraine sur les économies et les entreprises du continent. Les objectifs de ce programme de 4 milliards de dollars sont notamment le financement de l'ajustement des coûts de réorganisation des importations de céréales et de produits pétroliers, la stabilisation des recettes d'exportation des produits de base et le financement du déficit des recettes touristiques.

KENYA

L'industrie avicole redoute une possible importation de produits de volailles en provenance des USA

Les USA représentent le second exportateur mondial de viande de poulet derrière le Brésil. Avec plus de 3 millions de tonnes du produit disponible à l'export chaque année, le pays de l'Oncle Sam est à la recherche de débouchés commerciaux notamment sur le continent africain.

Au Kenya, l'annonce début avril par le gouvernement de négociations pour l'importation de produits de volaille depuis les USA pourrait sonner le glas de l'industrie locale. C'est ce qu'a indiqué l'Association kenyane des éleveurs de volaille (PBAK) dans une déclaration datant du 29 avril et rapportée par Business Daily Africa.

Selon le groupement l'afflux de produits américains dans le cadre du Partenariat stratégique pour le commerce et l'investissement (STIP) entre les deux pays risque de menacer la compétitivité des produits locaux qui sont aux prises avec des problèmes structurels comme les



coûts de production élevés.

« Nous ne sommes pas en mesure de concurrencer les fournisseurs américains qui bénéficient d'une meilleure technologie et de coûts de production

moins élevés. Le prix du maïs, principal ingrédient des aliments pour volailles, est de 190 \$ par tonne aux USA contre 380 \$ au Kenya, ce qui fait que le coût de production du poulet aux USA est inférieur d'environ 50 % au nôtre », détaille l'association.

Si l'accès au marché kenyan des produits américains est entériné, la PBAK indique que la demande pour les produits locaux pourrait chuter de 75 % avec un manque à gagner de près de 172 milliards de shillings (1,3 milliard \$) par an.

La production locale couvrirait environ 60 % des besoins en viande de poulet et 50 % des besoins en œufs en 2020, selon les données l'Organisation kenyane de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO). La première économie d'Afrique de l'Est a actuellement recours aux importations depuis les pays voisins tels que l'Éthiopie, la Tanzanie et l'Ouganda pour combler ce gap.

ETHIOPIE

Safaricom annonce un investissement de 1,5 milliard \$ pour étendre la couverture de son réseau

SafaricomEthiopia a lancé ses services télécoms commerciaux en octobre 2022. Actuellement, le réseau de la société de téléphonie mobile est présent dans une vingtaine de villes à travers le pays.

SafaricomEthiopia envisage d'investir 1,5 milliard de dollars au cours des trois prochaines années, notamment pour étendre la couverture de son réseau télécoms en Éthiopie. Ce plan d'investissement a été révélé par Wim Vanhelleputte (photo), directeur général de la société télécoms, dans un entretien accordé à The Reporter. C'était en marge du Sommet sur la transformation numérique accélérée qui s'est tenu du 24 au 25 avril à Addis-Abeba.

L'investissement sera notamment utilisé pour déployer des tours télécoms supplémentaires pour assurer une couverture totale de la population. Alors que Safaricom exprime un besoin total de 7000 tours télécoms, la société en exploite actuellement 2500. 40 % de ces infrastructures sont louées auprès de l'opérateur historique Ethio Telecom.

L'initiative s'inscrit dans le cadre plus large de l'engagement pris par SafaricomEthiopia en mai 2021 d'investir 8 milliards de dollars dans ses activités en dix ans. Depuis le lancement de ses activités commerciales en octobre 2022, la société poursuit le déploiement progressif de ses services en Éthiopie. L'opérateur télécoms dispose d'une couverture à Addis-Abeba et dans 26 autres villes, ainsi que sur les routes.

L'extension du réseau télécoms à quatre nouvelles provinces devrait permettre à SafaricomEthiopia de toucher des millions d'abonnés supplémentaires et d'augmenter sa part de marché. La société revendiquait environ 5 millions d'abonnés actifs en août 2023. Ethio Telecom comptait 72 millions d'abonnés à la téléphonie mobile au 30 juin 2023.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge avant la Fed

Les principales Bourses européennes ont terminé dans le rouge mardi et Wall Street était également orientée à la baisse à mi-séance, dans un contexte de prudence avant les décisions mercredi de la Réserve fédérale américaine (Fed).

À Paris, le CAC 40 a fini en repli de 0,99% à 7.984,93 points. Le Footsie britannique, riche en matières premières, a limité ses pertes, à 0,04%. Le Dax allemand a décliné de 1,08%. L'indice Euro-Stoxx 50 a reflué de 1,2%, le FTSEurofirst 300 de 0,66% et le Stoxx 600 de 0,68%. Sur l'ensemble du mois, le CAC 40 a perdu 2,69% et le Stoxx 600 1,52%. "Nous avons atteint de nouveaux sommets pour le S&P cette année, mais il arrive un moment où le marché doit digérer ces gains", explique Sam Stovall, chef stratège investissements chez CFRA Research, notant que le fameux adage boursier "vendre en mai et s'en aller" ("Sell in may and go away") s'est peut-être produit avec un mois d'avance. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones recule de 0,86%, le Standard & Poor's 500 de 0,74% et le Nasdaq de 0,87%, alors que la Fed a entamé une réunion de deux jours de politique monétaire. Avant même les décisions de la Fed, les investisseurs redoutent une persistance des pressions inflationnistes aux Etats-Unis, ce qui serait de nature à dissuader la banque centrale d'assouplir rapidement sa politique monétaire. Les données publiées mardi montrent que l'indice mesurant le coût du travail aux Etats-Unis a affiché une croissance plus forte que prévu, de 1,2%, au premier trimestre, dans un contexte d'augmentation des salaires.

Après la publication de cette statistique les rendements obligataires se sont tendus davantage alors que les marchés monétaires ne prévoient plus qu'une baisse d'environ 30 points de base des taux de la Fed cette année, selon les données de LSEG. En Europe, où de nombreux indicateurs macroéconomiques ont été publiés dans la journée, la tendance hésitante en début de matinée a cédé le pas à une baisse plus marquée dans le sillage de Wall Street. La plupart des grands secteurs du Stoxx 600 paneuropéen ont fini dans le rouge, les compartiments cycliques comme l'automobile (-4,18%) étant en outre affectés par les résultats des constructeurs. **Valeurs en Europe** Dans l'automobile, Stellantis a chuté de 10,03% sur un objectif de marge prudent au premier semestre, entraînant dans son repli Renault (-5,51%). Mercedes-Benz a plongé de 5,15%, le constructeur ayant annoncé vouloir rester ferme sur ses prix malgré un premier trimestre difficile, tandis que Volkswagen a perdu 4,64% après un plongeon de 20% de son bénéfice trimestriel. Dans la finance, HSBC (+4,11%) a fini dans le vert, soutenu par un résultat trimestriel supérieur aux prévisions, malgré l'annonce du départ surprise de son directeur général Noel Quinn. Prudential, en revanche, a fléchi de 5,44% en raison notamment des performances médiocres de sa coentreprise

chinoise CITIC Prudential Life. La banque espagnole BBVA a pris 3,36%, disant avoir approché son concurrent Sabadell en vue d'une éventuelle fusion. Dans le transport aérien Air France-KLM (-4,29%) et Lufthansa (-0,42%) ont terminé dans le rouge après un premier trimestre difficile et se sont engagés à réduire leurs coûts. Dans les autres secteurs Rexel a cédé 4,86% après un chiffre d'affaires trimestriel en baisse, tandis l'opérateur de satellites SES a dévissé de 7,84% après l'annonce de l'acquisition d'Intelsat pour 3,1 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros). **Les indicateurs du jour** En France, l'économie a accéléré au premier trimestre de 0,2%, mais selon l'Insee, l'inflation a rebondi sur un mois en avril, de 0,5%. En Allemagne, les données du jour montrent une stagnation du taux de chômage en avril à 5,9%, une croissance économique légèrement meilleure que prévu au premier trimestre (+0,2%) et des ventes au détail supérieures aux attentes en mars (+1,8%). Aux Etats-Unis, la confiance du consommateur s'est dégradée contre toute attente en avril, avec un indice Conference Board à 97,0 après 103,1 en mars. **Taux** Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans prend 4,5 points, à 4,6571%, et celui à deux ans, un peu plus de trois points, à 5,008%. Le rendement du Bund allemand à dix ans a

fini en hausse de 5,5 points, à 2,585%, et celui à deux ans a gagné 7,4 points, à 3,032%. Le taux du 10 ans est cependant resté en dessous du pic de cinq mois touché jeudi dernier à 2,65% alors que deux membres de la Banques centrale européenne (BCE), Pablo Hernandez de Cos et Francois Villeroy de Galhau, ont confirmé la perspective d'une baisse des taux en juin en zone euro. **Changes** Le dollar monte de 0,40% face à un panier de devises de référence, dont l'euro qui s'affiche à 1,0683 dollar (-0,34%) et la livre sterling à 1,2514 dollar (-0,37%) La monnaie japonaise se traite à 157,51 yens pour un dollar après avoir dépassé brièvement la veille le seuil des 160, alimentant les spéculations d'une intervention des autorités nippones à hauteur de 35 milliards de dollars pour stabiliser le yen. **Pétrole** Le marché pétrolier baisse sur fond de hausse de la production américaine à 13,15 millions de barils en février selon les chiffres de l'EIA, l'Agence américaine d'information sur l'énergie. Les pourparlers au Caire en vue d'une trêve entre Israël et le Hamas contribuent également au reflux des cours du brut. Le Brent cède 0,63% à 87,84 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 1,08% à 81,74 dollars.

Wall Street en baisse après des indicateurs, en attendant la Fed

La Bourse de New York a fini en baisse mardi après la publication de données montrant une hausse des coûts de main-d'oeuvre aux Etats-Unis et une dégradation de la confiance des consommateurs, alors que débutait la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice Dow Jones a cédé 1,49%, ou 570,17 points, à 37.815,92 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 80,48 points, soit 1,57%, à 5.035,69 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 325,26 points (2,04%) à 15.657,82 points. Les trois principaux indices de Wall Street enregistrent un déclin mensuel. Le S&P-500 a perdu 4,2% en avril, le Nasdaq 4,4% et le Dow Jones 5%. Il s'agit pour le S&P-500 et le Nasdaq d'un pourcentage mensuel de baisse inédit depuis septembre 2023. Selon des données publiées dans la journée, les coûts de main-d'oeuvre aux Etats-Unis ont augmenté plus qu'anticipé au premier trimestre, indiquant un regain des pressions salariales. Un rapport distinct montre que la confiance des consommateurs américains s'est dégradée de manière inattendue en avril, à son niveau le plus faible depuis plus d'un an. Ces données ont été publiées alors que débutait la réunion de deux jours de la Fed, qui devrait laisser mercredi ses taux d'intérêt inchangés, mais dont les investisseurs attendent des indications sur l'assouplissement monétaire promis cette année par la banque

centrale américaine. "Nous nous trouvons toujours dans un environnement dans lequel la réaction première est d'extrapoler toute donnée plus importante qu'attendu et une réaction plus conservatrice de la Fed", a commenté Garrett Melson, stratège chez Natixis Investment Managers, à Boston. "Mais rien n'a changé", a-t-il ajouté. "La croissance est toujours solide, le marché du travail tient, et au bout du compte nous reprenons un peu notre souffle dans le processus de désinflation". Selon des données LSEG, les marchés anticipent désormais seulement une baisse des taux d'intérêt de 31 points de base au total cette année, contre 150 points de base attendus en début d'année. Tous les secteurs majeurs du S&P-500 ont fini la séance dans le rouge, l'énergie et les technologiques ayant enregistré parmi les baisses les plus importantes du jour. Les 'Sept Magnifiques' de Wall Street ont tous reculé, dont Amazon qui publiait après-clôture ses résultats trimestriels. A noter aussi, la chute de 14,3% de GE HealthCare à la suite de résultats trimestriels décevants. 3M a progressé de près de 5% après avoir communiqué des résultats supérieurs aux attentes sur la période janvier-mars.Eli Lilly a fini en hausse de près de 6% après avoir relevé sa prévision de bénéfice annuel, de même que PayPal, qui a pris 1,4%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 30 Avril 2024 Valeur : 02 Mai 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4333	134.4483
1	EUR	EURO		143.8436	143.9135
1	GBP	POUND STERLING		168.5473	168.6084
100	JPY	JAPANESE YEN		85.7027	85.7287
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5622	18.5651
1	CHF	SWISS FRANC		147.1951	147.2760
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1695	98.1876
1	DKK	DANISH KRONE		19.2894	19.2926
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2505	12.2537
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.1882	12.1923
1	AED	UAE DIRHAM		36.6004	36.6065
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8412	35.8500
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3301	436.9461
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.4925	42.9196
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3005	13.3020
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4634	27.6041
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5396	3.5400
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1897	177.1897

REPLI ACCENTUÉ DES INDICES EUROPÉENS

Le CAC 40 sous les 8000 points

Les Bourses européennes ont poursuivi leur mouvement baissier après la publication de plusieurs statistiques en France et en Europe. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est stable à 2,4% en avril. En outre, les résultats d'entreprises ont continué de rythmer les marchés. Le secteur automobile a déçu. Mercedes et Volkswagen ont accusé une baisse plus importante qu'anticipé de leurs bénéfices au premier trimestre. Stellantis a fini lanterne rouge du CAC 40, après avoir déçu sur sa prévision de marge pour le semestre. Le CAC 40 a clôturé sous les 8000 points. Il a

perdu 0,99% à 7984 points En Europe, Mercedes (-5,15% à 70,94 euros) et Volkswagen (-4,94% à 132,80 euros) ont figuré parmi les plus fortes baisses de l'indice Eurostoxx50 ce mardi. Les deux constructeurs automobiles allemands accusent une nette baisse plus importante qu'anticipé de leurs bénéfices au 1er trimestre. L'Ebit de Mercedes chute de 30% à 3,86 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires en baisse de 4% à 35,87 milliards d'euros. En données ajustées, l'Ebit a chuté de 3,6 milliards d'euros alors que le consensus était plus optimiste à 3,8 milliards. Capgemini a perdu

3,70% à 197,90 euros après avoir pourtant connu une baisse de son activité en données comparables légèrement moindre qu'anticipé au premier trimestre. Des résultats médiocres de la part de pairs du groupe de conseil et de services informatiques avaient entraîné une réduction des attentes des investisseurs, rappelle Jefferies. Accenture avait ainsi réduit ses prévisions annuelles en mars. Plus important, le management a confirmé que l'activité avait touché un point bas sur les 3 premiers mois de 2024. Le titre Stellantis a fini lanterne rouge du CAC 40 ce mardi avec une baisse de 10,04%

à 20,88 euros après avoir dévoilé des revenus en berne au premier trimestre et annoncé qu'il anticipait un net recul de sa marge opérationnelle au premier semestre. Le chiffre d'affaires a reculé de 12% à 41,7 milliards d'euros. Le constructeur automobile explique cette chute "principalement par un volume de ventes en baisse et des effets de mix et de change défavorables, partiellement compensé par des prix nets légèrement positifs". La marge opérationnelle courante est attendue entre 10% et 11% au premier semestre contre 14,4% un an plus tôt.

BANQUE MONDIALE

«Une guerre étendue au proche orient pourrait relancer l’inflation»

En cas d'extension du conflit entre Israël et le Hamas, les prix de l'énergie pourraient connaître une forte accélération en raison de ruptures d'approvisionnement de pétrole, notamment.

Le conflit à Gaza, s'il s'étendait au reste de la région, pourrait avoir un impact significatif sur l'économie mondiale en faisant repartir l'inflation, sous l'effet d'une hausse des prix de l'énergie, selon un nouveau rapport publié jeudi par la Banque mondiale (BM). Selon les données issues de son rapport sur le marché des matières premières, un conflit plus large au Proche et Moyen-Orient, alors que les tensions entre Israël et l'Iran restent vives, pourrait entraîner des ruptures d'approvisionnement de pétrole et une forte accélération du Brent (référence eu-

ropéenne de l'or noir), qui pourrait dépasser 100 dollars le baril.

Un prix du baril supérieur à la période 2015/2019

Si les tensions géopolitiques restent limitées au conflit de Gaza, les prix du baril devraient atteindre en moyenne 84 dollars cette année, avant de redescendre à 79 dollars de moyenne en 2025. Cela reste cependant supérieur à la moyenne de long terme observée avant la pandémie:entre 2015 et 2019, le prix moyen du baril de Brent était autour de 57 dollars.

Or, même sans le conflit au Proche Orient, ces prix plus élevés se retrouvent sur l'ensemble des matières premières, ce qui vient peser sur l'inflation et explique, en partie, que son ralentissement marque le pas depuis le début de l'année. Entre juin 2022 et juin 2023, les prix des matières premières ont baissé de 40% au niveau mondial, mais sont stables depuis. La Banque mondiale s'attend à une baisse moyenne de 3% en 2024 et 4% en 2025.

Prix "plancher"

"L'inflation n'est pas encore battue. Élément essentiel pour

sa baisse, les prix des matières premières ont atteint un plancher. Cela signifierait que les taux pourraient rester plus élevés qu'initialement attendu pour cette année et la prochaine", a souligné le chef économiste de la Banque mondiale, Indermit Gill, cité dans un communiqué. Le ralentissement marqué de l'inflation tout au long de l'année 2023 semblait laisser espérer une baisse rapide des taux, en particulier du côté de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Réserve fédérale américaine (Fed).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'UE

La CE procède à des perquisitions concernant des subventions étrangères impliquant une entreprise chinoise

La Commission européenne a utilisé de nouveaux pouvoirs pour perquisitionner une entreprise chinoise en vertu du règlement sur les subventions étrangères. La Chambre de commerce chinoise auprès de l'UE a exprimé sa vive inquiétude quant à ces "perquisitions à l'aube". Une entreprise chinoise d'équipements de sécurité serait concernée par une perquisition d'hier, la première menée par la Commission européenne en

vertu du règlement sur les subventions étrangères. Cet outil, mis en place depuis juillet 2023, vise à garantir des conditions de concurrence équitables pour toutes les entreprises opérant sur le marché unique. La Commission européenne a effectué les inspections dans deux États membres en collaboration avec ses homologues nationaux, mais n'a pas révélé le nom de l'entreprise ni son origine. Une source proche

confirme toutefois que l'enquête a été initiée par la Commission et non pas suite à une plainte. La Chambre de commerce chinoise dans l'UE (CCUE) dit avoir été informée sans préavis de perquisitions inopinées dans les locaux d'une entreprise chinoise aux Pays-Bas et en Pologne. « La CCCUE exprime sa vive inquiétude face aux « perquisitions à l'aube » injustifiées de l'UE contre les activités des entreprises chinoises dans l'UE », a souligné la chambre dans un

communiqué publié mardi soir. Selon la CCCUE, les forces de l'ordre ont saisi le matériel informatique et les téléphones portables des employés, ils ont examiné des documents de bureau et ont exigé l'accès aux données pertinentes. À ce jour, la Commission a ouvert plusieurs enquêtes sur des entreprises chinoises dans le cadre de ce règlement. Elle a d'ailleurs lancé mercredi une investigation sur les marchés publics en Chine des dispositifs médicaux.

JAPON

Les entreprises nippones développent une économie respectueuse de la nature

Partout dans le monde, la pression monte pour mieux protéger la nature. Les entreprises japonaises relèvent le défi avec le soutien d'une initiative internationale visant à réorienter les flux financiers vers des résultats plus positifs pour la nature. Dans cette édition de Green Japan, le journaliste d'Euronews Damon Embling visite le Château Mercian Mariko Vineyard and Winery pour découvrir comment il construit une entreprise respectueuse de la nature. Le vignoble, situé près d'Ueda dans le centre du Japon, a transformé un champ de mûriers abandonné. Le directeur du domaine viticole explique à Damon comment les prairies et les plantes sont revenues, créant des habitats naturels pour les insectes, dont

certaines espèces sont menacées. Damon découvre également comment l'entreprise adopte une approche circulaire, en compostant les résidus du pressurage du raisin et en transformant les restes de sarments en un type de charbon de bois appelé "biochar". Le propriétaire du vignoble et de la cave, Kirin Holdings Company, a été l'un des 80 premiers au Japon à participer à une initiative internationale lancée par la Taskforce for Nature-related Financial Disclosures (TNFD). Elle encourage les entreprises du monde entier à évaluer les risques et les impacts liés à la nature, à en rendre compte et à agir en conséquence. L'objectif global est de produire davantage de données pour les entreprises et les investisseurs, afin

d'aider à orienter les capitaux mondiaux vers des résultats plus positifs pour la nature. Une spécialiste de l'environnement de Kirin souligne l'importance du capital eau et nature pour l'activité des vignobles et des caves, dans le cadre de l'engagement TNFD de l'entreprise. À Tokyo, Damon entend également un membre du groupe de travail TNFD expliquer comment les entreprises internationales devraient aider d'autres entreprises à explorer des voies favorables à la nature. Une professeure de Tokyo souligne quant à elle que la création d'opportunités commerciales pour protéger la nature est essentielle pour faire évoluer le système économique mondial.

POLOGNE

Les agriculteurs lèvent les blocages aux postes frontaliers avec l'Ukraine

Tous les postes routiers à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine ont été débloqués, a-t-on appris mardi 30 avril auprès des autorités douanières polonaises. Cette issue a lieu après des mois de barrages des transporteurs et des agriculteurs qui dénonçaient notamment la concurrence déloyale de la part de Kiev. Déblocage à la frontière ukraino-polonaise après plusieurs mois de perturbations. Tous les postes routiers à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine ont été débloqués, a-t-on appris lundi 29 avril auprès des autorités douanières polonaises. Les agriculteurs ont bloqué les postes-frontières avec l'Ukraine pour protester contre l'arrivée des denrées alimentaires en provenance de ce pays voisin déchiré par la guerre, dont les importations avaient été libéralisées en 2022 par l'Union européenne, décision qui a conduit à des perturbations sur le marché agricole et alimentaire en Pologne. "On peut traverser tous les passages" frontaliers, a déclaré à l'AFP le porte-parole des douanes à Lublin, Michal Derus, après le déblocage, dans la nuit de dimanche à lundi, du poste de Hrebenne. Les autres postes ont ouvert les uns après les autres, à la suite des décisions de protestataires ou des autorités locales. Michal Derus a précisé que "désormais, tous les camions sont autorisés à passer, sauf s'ils transportent des produits faisant l'objet de sanctions" d'embargo imposé par la Pologne, notamment sur des céréales. "Si les camions transportent ce genre de produits (sous embargo), ils seront plombés et pourront passer uniquement en transit", a-t-il précisé. L'Ukraine exprime sa "gratitude" à la Pologne pour "son travail constructif" "Nous exprimons notre gratitude au ministère polonais pour son travail constructif sur le déblocage de la frontière. Nous remercions également les associations sectorielles des deux pays", a écrit le ministre ukrainien de l'Agriculture, Mykola Solsky. La levée – qui est un résultat des négociations avec les agriculteurs, selon le ministère polonais de l'Agriculture – intervient après des annonces d'aides du gouvernement aux agriculteurs n'arrivant pas à vendre leurs stocks de blés sur un marché saturé. Les négociations bilatérales "pas faciles" entre les ministères et les associations se poursuivront, a assuré Mykola Solsky, en annonçant une prochaine session de discussions le 7 mai.

LOTUS EMIRA AVEC LE 4-CYLINDRES DE LA MERCEDES A45 AMG

Ça donne quoi ?

Loin des sportives édulcorées, la dernière Lotus à carburer à l'essence affiche un sacré tempérament avec son nouveau 2 l turbo de 364 ch. Attachante et exigeante, l'Emira requiert de l'implication au volant pour donner le meilleur d'elle-même.



Vous vous demandez pourquoi la nouvelle sportive anglaise n'affiche "que" 364 ch alors qu'une Mercedes A45 dont elle reprend le moteur annonce 421 ch ? Lotus l'avoue à demi-mot, c'est pour ne pas faire trop d'ombre à l'Emira V6, sa grande sœur dont les livraisons ont commencé en France voilà presque deux ans, en août 2022. Comme son 6-cylindres d'origine Toyota de 3,5 l doté d'un compresseur affiche 405 ch, il aurait été mal venu que la nouvelle venue équipée d'un petit 2 l turbo propose plus. Mais, rassurez vous, les 364 ch sont d'autant plus suffisants pour donner vie à cette Lotus que, fidèle à l'ADN de la marque, elle n'est pas trop lourde - 1 446 kg annoncés contre 1486 kg à la V6. Ainsi, côté performances, la petite nouvelle talonne son aînée, expédiant le 0 à 100 km/h en 4,4 s, contre 4,2 s à sa sœur V6. Pour situer les débats, une Alpine A110 GT ou S (300 ch) revendique 4,2 s sur le même exercice.

L'Alpine A110 dans le viseur

La comparaison n'est pas fortuite car l'anglaise possède de nombreux points communs avec la française. Derrière une ligne spectaculaire, l'Emira est une strictes 2-places, loge son quatre-cylindres turbo en position centrale arrière et est disponible uniquement avec une boîte automatique à double-embrayage. Grâce à son gabarit supérieur (4,41 m contre 4,18 m à l'A110), la Lotus s'avère plus spacieuse à bord et à l'avantage de proposer, derrière les sièges, un logement capable de recevoir des vestes et des petits sacs. C'est pratique, d'autant que l'Emira propose des rangements plus spacieux (boîte à gants, bacs de portes), peut se targuer d'une finition de meilleure facture, sans oublier un écran central nettement plus moderne. En revanche, la Lotus se contente d'un seul coffre à l'arrière - le capot avant ne s'ouvre comme sur l'Alpine- et le volume n'est pas bien grand (151 dm³).

Il faut de l'implication au volant

Mais pas de quoi effrayer un amateur de coupé sportif qui tomberait sous le charme

de cette anglaise au tempérament bien trempée. Car cette Lotus n'est pas de ces voitures aseptisées qu'on conduit sans y penser. Ici, prendre le volant demande de s'impliquer. Cela commence avec la position de conduite, avec un repose-pied qui porte mal son nom, imposant d'avoir la jambe gauche pas assez... à gauche à mon goût. Ajoutez à cela un siège - à commandes électriques dans cette version First Edition - difficile à régler pour trouver une posture agréable, et le premier contact s'avère un rien rustique. Une fois le quatre cylindres réveillé via un bouton protégé par loquet rouge comme

nances en provenance des haut-parleurs et quelques (légères) pétarades en provenance de l'échappement. La sonorité est plus spectaculaire qu'élégante, quatre cylindres oblige - et n'a rien à voir avec celle d'une A45 AMG - d'autant qu'elle est ponctuée des bruits du turbo, très présent à bord. D'ailleurs, tout est sonore à bord de l'Emira, entre les bruits de roulement, et d'air marqué à 130 km/h.

Au diable le confort, vive les sensations !

Au contraire des voitures qui vous isolent de la route, cette Lotus vous la fait vivre pleine-



chez Lamborghini, on retrouve le sourire. Le 2 l délivre la sonorité agressive attendue d'une sportive, et c'est encore plus marqué en modes Sport et Track, grâce à des réson-

nement. Surtout ici avec la suspension sport qui ne vous épargne rien des défauts de la chaussée à basse vitesse et s'avère à peine plus tolérante sur la route. Clairement, si l'on

ne destine pas cette Emira à un usage circuit - où elle assure, comme nous avons pu nous en rendre compte sur la piste privée de Lotus à l'usine d'Hethel en Angleterre - mieux vaut se contenter de la suspension standard. Derrière son architecture à moteur central, l'Emira propose un train avant mordant et s'avère d'autant plus équilibrée et prévisible que sa direction renseigne parfaitement de l'état de la chaussée. Il faut dire que comme une McLaren 750S, cette Lotus conserve une assistance de direction hydraulique, bien plus "informative" que les directions électriques auxquelles nous sommes habitués. En échange, il faut bien tenir le volant, car la direction a méchamment tendance à "copier" la route, vous emmenant à droite ou à gauche en fonction de l'état de la chaussée ! Autant dire qu'il faut être concentré sur les petites départementales sinueuses et bosselées, où, au moins, le bon amortissement préserve des mouvements de caisse intempéstifs, plaquant les quatre roues au sol. Les plus exigeants regretteront que le train arrière soit trop verrouillé au sol et n'accepte pas de glisser facilement. Mais cette Emira délivre un plaisir de conduire intense, le quatre-cylindre turbo assurant de solides relances, à défaut d'enthousiasmer par son tempérament. Plus typé "couple" (430 Nm) que "puissance", le 2 l est plus à l'aise à mi-régimes qu'à l'approche de la zone rouge située à 7 200 tr/mn. D'ailleurs, mieux vaut ne pas attendre le dernier moment pour passer la vitesse supérieure car la boîte à double embrayage à 8 vitesses en provenance aussi de chez AMG manque parfois de réactivité.

Pas à la portée de tout le monde, hélas

Mais on pardonne ses défauts à cette Lotus d'autant plus facilement qu'elle fait partie de ces sportives attachantes où il se passe "quelque chose" au volant. Ce qu'on avait un peu oublié avec l'arrivée des électriques. Hélas, la dernière Lotus thermique ne s'offre pas au premier venu, elle qui s'affiche 96 815 € dans cette première version disponible First Edition, très bien équipée il est vrai. C'est à peine moins que sa sœur V6 (99 470 €), sachant que les deux Emira sont aussi pénalisées par un méchant malus...

Des chercheurs travaillent sur un bio-ordinateur à base de neurones humains

Cette approche baptisée intelligence organoïde pourrait transformer l'informatique et l'intelligence artificielle en profondeur.

Nous traversons en ce moment une période unique dans notre histoire technologique avec la montée en puissance du machine learning. Aujourd'hui, des systèmes basés sur l'IA sont déjà capables de générer des images, peindre, de dialoguer avec des humains ou encore de poser des diagnostics médicaux. Et il ne s'agit que de la partie émergée d'un énorme iceberg. Récemment, une équipe affiliée à la John Hopkins University (JHU) a proposé une approche radicalement différente qui pourrait conduire au développement d'une nouvelle branche de l'IA, et plus largement, de l'informatique ; au lieu de développer des algorithmes qui imitent le fonctionnement des neurones humains, ils veulent construire du hardware biologique spécialisé dans le machine learning à partir de cellules vivantes. L'idée repose entièrement sur le concept d'organoïde. Ce terme désigne un amas de cellules spécialisées, cultivées en laboratoire pour produire un équivalent fonctionnel d'un organe mature. En résumé, il s'agit d'une sorte de petite maquette biologique.

Des mini-cerveaux cultivés en laboratoire

Ces organoïdes sont des outils formidables qui servent de modèles en recherche fondamentale. Ils permettent aux scientifiques de travailler sur des tas de processus physiologiques exceptionnellement difficiles à étudier en conditions réelles. Cela concerne tout particulièrement la neurologie. En effet, le cerveau reste une structure particulièrement mystérieuse, siège de nombreux processus physiologiques encore mal compris. En cultivant des « mini-cerveaux » artificiels, qui fonctionnent comme des cerveaux matures, mais sans conscience propre, les chercheurs peuvent étudier ces phénomènes tout en évitant d'expérimenter directement sur des êtres vivants.

Ce mini-cerveau artificiel est nul à Pong, mais parfait pour la recherche

Tout récemment, l'équipe de la JHU a proposé de les utiliser d'une autre ma-



nière. Ici, il ne s'agit pas de traiter les organoïdes comme des modèles ; l'idée, c'est de les utiliser de façon très concrète pour construire un bio-ordinateur d'un nouveau genre.

L'idée est très intéressante, car il s'agirait d'une sorte de retour aux sources assez élégant. En effet, pour développer les algorithmes révolutionnaires que l'on voit fleurir aujourd'hui, les chercheurs se sont largement inspirés de l'architecture du cerveau humain ; la plupart des systèmes de ce genre fonctionnent grâce à des réseaux de neurones artificiels qui imitent le fonctionnement de notre ciboulot.

Un organe naturellement optimisé pour l'apprentissage

Malgré cette filiation, le concept a quand même de quoi surprendre. Après tout, les systèmes basés sur l'IA ne sont-ils pas capables de traiter des quantités de données faramineuses en un temps record, bien au-delà des capacités de notre processeur biologique ? Dans ce cas, quel est l'intérêt d'utiliser de vrais neurones ? C'est effectivement le cas pour des tas de tâches bien précises. Mais si ces algorithmes ultraspécialisés affichent des per-

formances exceptionnelles dans leurs domaines respectifs, en règle générale, les cerveaux biologiques sont encore nettement plus puissants — et surtout plus polyvalents. « Les ordinateurs à base de silicium sont certainement meilleurs avec les nombres, mais les cerveaux sont bien meilleurs pour l'apprentissage », explique Thomas Hartung, professeur à la JHU et co-auteur de l'étude.

Pour l'illustrer, il cite le cas d'AlphaGo, l'IA qui a battu le champion du monde de Go en 2017. Si le programme est tout simplement meilleur, c'est avant tout parce qu'il a bénéficié d'un temps d'entraînement énorme ; à expérience égale, il n'a rien à envier au cerveau humain. « AlphaGo a été entraîné à partir de 160 000 parties. Une personne humaine aurait besoin de 5 heures d'entraînement par jour pendant 175 ans pour explorer autant de parties », explique Hartung. Ces performances, nous les devons à ce qu'on appelle la plasticité cérébrale, c'est-à-dire la capacité du système nerveux à s'adapter aux stimuli en faisant évoluer l'architecture des neurones de façon dynamique. Les chercheurs pensent donc qu'en utilisant de vraies cellules au lieu d'équivalents électroniques, il serait possible de

repousser certaines limites de l'informatique traditionnelle, surtout dans le domaine du machine learning — même si le terme ne convient plus vraiment dans ce contexte.

Des avantages concrets par rapport aux transistors

Et les avantages potentiels de cette approche ne s'arrêtent pas là. Les cerveaux ne sont pas seulement meilleurs pour apprendre, ils sont aussi beaucoup plus économes. Les auteurs de l'étude affirment qu'avec la même quantité d'énergie nécessaire pour entraîner AlphaGo, un cerveau humain pourrait fonctionner à plein régime pendant 10 ans !

En outre, les cerveaux biologiques peuvent aussi stocker une grande quantité d'informations dans un espace très réduit. Et c'est un avantage significatif à notre époque où la miniaturisation des composants représente un obstacle de plus en plus important. « Les cerveaux humains ont une capacité incroyable à stocker des informations, on l'estime à environ 2500 TB », indique Hartung. « En parallèle, on approche des limites physiques de la miniaturisation des composants à base de silicium, parce qu'on ne peut tout simplement plus caser davantage de transistors sur une même puce. Le cerveau est câblé d'une façon complètement différente. Il contient environ 100 milliards de neurones avec chacun plus d'un millier de connexions. C'est une différence de puissance énorme par rapport à notre technologie actuelle », insiste-t-il.

Les vrais bio-ordinateurs sont encore loin

On comprend donc aisément pourquoi cette approche baptisée « intelligence organoïde » intéresse autant les auteurs. Et même si cela ressemble encore à de la science-fiction, l'idée repose pourtant sur des bases théoriques solides. D'ailleurs, en août 2022, la même équipe a déjà mis au point une interface qui permet de lire, de traiter et d'écrire des informations à l'aide de ces mini-cerveaux (voir ce communiqué).

« Nous avons développé une interface cerveau-machine qui ressemble à un appareil à électroencéphalogramme pour organoïdes », explique Hartung. « C'est une sorte de coque flexible, recouverte de petites électrodes, qui permet de récupérer un signal ou d'en transmettre à l'organoïde ».

Mais même si la technologie en elle-même est déjà accessible, il va falloir faire preuve de patience. Pour l'instant, les chercheurs ne savent pas encore produire de mini-cerveaux assez gros pour servir dans ce contexte. « Aujourd'hui, ils contiennent environ 50 000 cellules chacun, et c'est encore trop petit », indique Hartung. « Pour l'intelligence organoïde, il nous en faudrait au moins 10 millions. » Vous l'aurez compris : des bio-ordinateurs de ce genre ne sont pas près d'arriver sur le marché. Mais il s'agit néanmoins d'une niche technologique fascinante qui pourrait un jour conduire à une vraie révolution conceptuelle. Pas mal pour un petit tas de neurones cultivés dans une boîte de Petri !

Brèves

Un câble sous-marin entre Marseille et Singapour

Orange a annoncé les premiers travaux du projet SEA-ME-WE 6 (Southeast Asia-Middle East-Western Europe 6) qui prévoit la pose de 21 700 kilomètres de câble sous-marin entre Marseille et Singapour en passant par l'Égypte. Le consortium comprend 16 entreprises dont Orange est le représentant pour la France. La pose va se dérouler progressivement à travers le globe avec des attentions particulières sur les questions environnementales (protection des herbiers de posidonie par exemple). Ce câble devrait être activé en 2025.

Cyberattaque rentre dans le dictionnaire

La prochaine livraison du Petit Larousse intègre plusieurs mots issus de l'informatique. Parmi eux, on retrouve le terme cyberattaque pour nommer les attaques sur les systèmes d'information des entreprises ou des administrations. D'autres termes comme detox digitale, cracker ou femtech font leur apparition. A noter que le petit Larousse choisit chaque année 150 mots sur 5 000 propositions pour entrer dans la bible des écoliers.

SES acquiert Intelsat

Rapprochement dans le domaine satellitaire avec le rachat de la société américaine Intelsat par l'entreprise européenne SES pour 3,1 milliards de dollars. Les discussions ont donc enfin abouti après près d'un an d'attente et va donner naissance (après approbation des autorités réglementaires) à un concurrent des constellations de satellites pour l'accès à Internet d'Elon Musk avec Space X et le projet Kuiper de Jeff Bezos. L'opération doit être finalisée mi-2025. Les deux sociétés possèdent ensemble plus de 100 satellites géostationnaires, ainsi que la constellation O3b de SES.

Mots fléchés

Diplomati- quement	↓	Météore	↓	Orna de perles	↓	Première page	↓	Entractes	↓	Chances	↓	Agiles	↓
Affligeante	↓	Abri douillet	↓	Petits meubles de salon	↓	Violoniste néerlandais	↓			Style	↓	Possessif	
Matériel de couchage	→							Ancienne mesure	→				
Garde-corps	↓							Arbuste	↓				
							Chariots	→					
							Millilitre	↓					
Fils de Zeus		Inventeur français (échelle de température)	→							Levant	→		
		Obscurités	↓							Une mer	↓		
					Sot	Arbuste	→					Ôtent	
Lequel	→			Champion	→							Indique la spécialité	→
Pièce d'un vélo	↓			Retira	↓		Austral	→				Affluent du Rhin	↓
						Joins	↓	Fleuve d'Albanie	→			Périodes longues	↓
Écimé	→					Excité	→						
Célèbre dépêche	↓					Anneaux de cordage	↓						
			Pillée		Article espagnol	→		Assai- sonner	→				
								Arme rudimen- taire	↓				
Désir		Avides	↓	Mélodie	→							Cale	→
				Décret	↓								
					Aides	→							
					Raire	↓							
Déformer	→											Lycée techno- logique (initiales)	
Fleuve russe	↓	Poissons plats	→				Cuisinier	→					Agaçant
		Déchiffrer	↓				Parti politique français (initiales)	→	Dévotion	→			
								Frère de Fifi	↓				
							Supplée	→				Île française	↓
Glace anglaise	→			Rocher dangereux	→					Champ	→		
Fondée	↓			Lavabo	↓					Meurtris	↓		
					Adverbe de lieu	→	Charge- ment	→				Fin d'infinifif	→
						Direction	↓					Marque la négation	↓
Existes	→		Tire-fond	→				La Perse	→				Camion- nette
Aluminium	↓		Virus de l'hépatite	↓									
	Note de musique	Débauches	→					Augmenta	→				
								Pronom personnel	↓				
		Comment !	→				Colère ancienne	→			On le souhaite	→	
Souverain	→				Terre	→			Demeurent	→			

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient mercredi, pâtissant d'attentes de maintien de taux de la Fed ce qui rend l'or noir moins attractif, et alors que les espoirs d'une trêve au Moyen-Orient atténuent la prime de risque sur le brut. Vers 09H15 GMT (11H15 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, perdait 1,42% à 85,10 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, reculait de 1,51% à 80,69 dollars. "L'espoir d'un apaisement des tensions géopolitiques" continue de faire pression sur les prix du brut, commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 2 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT EN RÉGIONS FRONTALIÈRES ALGÉRO-TUNISIENNES

Appel à créer une banque de données numérique

Les participants à la 22e édition du Symposium international sur le "Développement des régions frontalières algéro-tunisiennes par l'activation des accords de jumelage", clôturée à El-Oued, ont recommandé la nécessité de créer une banque de données numérique sur les opportunités d'investissement existantes dans ces régions. Les intervenants, experts, juristes et économistes, ont souligné que cette banque de données numérique, répondant à des normes techniques étudiées, "devrait vulgariser les opportunités fiables et communes d'investissement entre les deux pays". Ils ont, dans ce cadre, souligné la nécessité de créer une zone frontalière de libre échange "pour encourager les investissements bilatéraux, garantir les facilitations et les exonérations douanières". Les recommandations adoptées, lundi à l'issue de cette rencontre, ont appelé à engager des réflexions sur l'ouverture de nouveaux postes frontaliers entre les deux pays par souci de faciliter les opérations de mouvements des personnes et transport des marchandises. Les participants ont également recommandé l'importance de l'implication

de l'institution universitaire dans l'encadrement et l'accompagnement technique des initiatives ayant trait aux préoccupations des populations frontalières, par la création de laboratoires scientifiques, l'élaboration des programmes de formation de cadres spécialisés en gestion des collectivités locales responsables de développement des zones frontalières, en fonction d'un cadre organisationnel commun pour la coopération scientifique, technique et culturelle entre les institutions universitaires des deux pays. Le développement des régions frontalières implique l'ensemble des acteurs des deux secteurs public et privé, la société civile et l'élite universitaire, ont notamment souligné les participants, avant de solliciter vivement la création d'une instance de coordination commune bipartite composée des différents acteurs. Co-initiée par les facultés, de droit et sciences politiques, et sciences sociales et humaines, cette rencontre s'est articulée sur l'importante activation et concrétisation des projets de jumelage aux retombées positives sur la dynamique économique des deux pays.

R. E.

MDN

Un terroriste abattu et 11 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Un terroriste a été abattu et 11 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, alors qu'un terroriste s'est rendu aux autorités militaires, dans des opérations distinctes, menées par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à travers le territoire national durant la période du 25 au 30 avril, indique, mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 25 au 30 avril 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et « lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la zone de Tamoulga, commune de Oued Fedda à Chlef, un détachement de l'ANP a abattu le terroriste +B. Samir+ dénommé +Abou Dhouha+, qui avait en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets, tandis que le terroriste +G. Abderahmane+ dénommé +Youcef Zakaria+, s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en sa possession un (1) fusil mitrailleur FMPK, un (1) pistolet automatique, une grenade et une quantité de munitions », ajoute le communiqué, relevant que « d'autres quantités d'explosifs et d'équipements de détonations ont été découvertes et détruites ». Dans le même sillage, « un détachement de l'ANP a éliminé trois (3) dangereux brigands en leur possession un (1) pistolet automatique, qui

semaient le trouble parmi les citoyens à Bordj Badji Mokhtar », note la même source. « De même, d'autres détachements ont procédé à l'arrestation de 11 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national », indique également le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 53 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 229 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 135 grammes de cocaïne et 986816 comprimés psychotropes ont été saisis », note la même source.

Air Algérie ouvre les réservations en ligne pour l'offre «Osra-Famille»

Air Algérie a annoncé, ce mercredi dans un communiqué, l'ouverture des réservations en ligne pour l'offre «Osra-Famille», qui prévoit des réductions sur les tarifs des vols internationaux au profit des

familles algériennes. «En réponse à la demande croissante de nos chers clients et compte tenu du grand succès de l'offre Osra-Famille, Air Algérie annonce l'ouverture des réservations en ligne pour cette

dernière à travers son site officiel et son application», lit-on dans le communiqué. Cette démarche vise à «faciliter l'accès des familles algériennes à cette offre spéciale, conformément à la poli-

tique du Gouvernement en matière de numérisation et d'e-communication», précise le communiqué. Pour rappel, l'offre «Osra-Famille» permet de voyager en aller-retour avec au moins un membre de la famille à un prix ex-

ceptionnel pendant la prochaine saison estivale sur les vols d'Air Algérie opérant du 1er juin au 30 septembre 2024, sous réserve de l'achat des billets avant le 31 août prochain.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le souverainisme économique est de retour : Faut-il avoir peur ? Les étudiants des universités américaines «offre» un espoir

Jamais le monde n'a été dans une telle incertitude. La peur s'installe et les anticipations sur l'avenir se perdent dans des spéculations et des conjectures souvent fantaisistes.

La sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la sécurité numérique sont les principales préoccupations des Etats. Le président américain, lui-même avec sa puissance, reconnaît que le monde connaît une incertitude sur la sécurité alimentaire. Est-ce la faute à la mondialisation ? (ou comme disait Krugman: la mondialisation n'est pas coupable) La mondialisation a été critiquée depuis ses débuts. On attaquait le commerce international dans son principe, la division internationale du travail se faisait fondamentalement aux dépens des travailleurs, mis en concurrence les uns avec les autres. Elle favorisait la concentration du capital et réduisait impitoyablement les droits sociaux. De nombreux pays, grâce à des visions et une volonté forte de travailler sur le long terme, ont su en tirer des avantages, le cas exemplaire dans cette situation est la Chine. Que serait devenue la Chine sans le libre-échange et le commerce mondiale. Mais les violentes secousses de la crise financière (2008), l'essor inquiétant de la Chine, la montée des populismes ont donné des arguments à d'autres critiques, avant que la pandémie de Covid-19 ne renverse la table. Pour comprendre ce qui a changé, il faut considérer à la fois l'apparition de nouvelles critiques et la fragilisation d'éléments en faveur de la mondialisation qui avaient fini par faire consensus. Les nouvelles critiques ont en

commun d'être formulées non pas comme une mise en cause radicale du système capitaliste, mais comme des inquiétudes sur le rythme, l'ampleur et la nature des transformations qui le traversent. Pour affronter l'incertitude et les risques qui lui sont associés (les différentes sécurités évoquées plus haut), ce n'est certainement pas avec les institutions et les démarches et méthodes en cours en ce moment. Il faut s'armer d'institutions solides, dotées de ressources humaines qualifiées et d'une vision ou un projet national mobilisateur qui donne à chacun et à tous l'opportunité de se positionner en fonction de ses attentes, de ses capacités et de ses ambitions. Ce n'est certainement pas dans une loi de finance annuelle et souvent semestrielle qu'on traite l'incertitude, la complexité et les différents enjeux. Le retour du souverainisme dans chaque pays implique des stratégies et des capacités d'anticipation pour construire des pouvoirs de négociation. Le souverainisme économique ne supprime jamais l'échange international des marchandises, mais fixe de nouvelles règles de négociation en fonction des rapports de forces en présence. Le système éducatif doit être au premier rang des transformations à opérer. Il ne s'agit pas seulement de revoir les programmes et les horaires, ceci est relativement facile, mais de réfléchir sur les capacités cognitives des futures acteurs de l'économie, à commencer par la formation au goût du long terme et de l'effort cumulatif au lieu de l'immédiateté qui ne produit que des échecs.

L'exemple nous vient, encore une fois, des Etats Unis. Les étudiants des plus prestigieuses universités américaines (Columbia, Harvard, MIT, Berkeley,) se révoltent contre le génocide organisé à Gaza avec la complicité de leur propre gouvernement. Ces étudiants sont les décideurs de demain. Depuis le 7 octobre, c'est la première fois que l'establishment américain et même Israélien a été secoué de manière décisive ; pourtant d'autres formes de manifestation contre « l'apartheid » pratiqué par les sionistes sur la population Gaza, mais qui n'ont pas eu le même effet. Ce sont des étudiants, venant de milieux aisés et se préparent pour les grandes fonctions dans le complexe militaro-industriel, la finance internationale et les organisations d'influence. Donc le capitalisme sauvage, sans morale, est touché dans ses fondements, ses élites, son système de pensée. Gaza aura, peut-être, participé à la naissance d'un monde nouveau, plus juste, plus humain. Avec ce monde, peut-être, on pourra faire face aux menaces sur le monde : le dérèglement climatique, la démographie, l'endettement, la protection sociale, ... A Paris, c'est à Science Po et à la Sorbonne (réservoir des élites économiques et politiques) que le mouvement s'installe et qui commence à être vu comme une vraie menace pour la classe politique et les organes de presse formatés sur Israël. La leçon qu'il faut retenir, c'est la qualité de la formation des élites qui fait la différence.